

UNIVERSITE ABDERRAHMANE MIRA DE BEJAIA
FACULTE DES SCIENCES ECONOMIQUES, COMMERCIALES ET DES SCIENCES
GESTION

Département des Sciences Economiques

MEMOIRE DE FIN DE CYCLE
En vue de l'obtention du diplôme de Master en Sciences Economiques

Option : Economie Appliquée et Ingénierie Financière

Thème :

L'impact des dépenses publiques sur la croissance économique : approche comparative entre l'Algérie et le Maroc durant la période 1985 - 2015

Réalisé par :

ABDELLAOUI Salwa
ADJILIA Amira

Devant les nombres de jurys:

Examineur: Mr Bouznit
Présidente: Mlle Cheurfa Touas
Encadreur: Dr Mecher Kheira

Promotion 2016-2017

Remerciements

Nous tenons à remercier d'abord et avant tous Dieu« le tout puissant »de nous avoir donné le courage, la volonté et la patience pour bien mener ce modeste travail.

Nos vifs remerciements s'adresseront :

A notre encadreur Dr Mecheri Kheira pour avoir accepté de nous encadrer et nous orienter vers la réalisation de ce travail.

Mr Abderrahmani Fares et M^{me} Ferrah Sabrina, pour ses remarques et leur aide à la réalisation du notre cas pratique.

Aux enseignants qui ont accepté de faire partie du jury de soutenance et ont jugé ce travail.

A toute personne ayant contribué de près ou de loin à l'élaboration de ce travail.

Dédicaces

Je dédie ce modeste travail :

A mes deux bougies de ma vie « papa et maman » qui sont toujours à côté de moi qui m'ont encouragé et soutenu durant toute mon parcours d'étude, que Dieu les protèges ;

A ma chère et unique sœur « nani » qui m'a toujours orienté et encouragé durant ce travail et son mari « Bilal » ;

A mes chères tantes, je vous remercie pour votre encouragement et votre disponibilité durant la période de mémoire surtout tante « Kika » ;

A ma binôme et ma meilleure amie « Salwa » qui a été toujours à l'écoute, je la souhaite une bonne continuation dans sa vie ;

A mes chères : Nina, Rima, Biba, Kahina et Hanane ;

A mes chers amis « Saïd ET Amir » ;

A toutes la promotion d'EAF (2016-2017).

A. Amira

Dédicace

Je dédie ce modeste mémoire à :

A mes chers parents et A mon grand-père que dieu les accueille dans son vaste paradis ;

A mes frères Mohamed, Sofiane ; mouloud et sa femme Samira et son fils Madjid ;

A mes sœurs Samia, Sarah et son mari Saïd, Tassadit et son mari Abed EL-Aziz sans oublier la jolie fille du monde Lidia ;

A mes chères cousines et toute la famille ;

A tous mes amies : mina, Lilia, Nabila, Nadia, Amina, Soraya ;

A ma binôme et ma chère amie « Amira », je la souhaite une bonne continuation dans sa vie ;

À toute personne qui m'a aidé à réaliser ce travail.

A. SALWA

Sommaire

Introduction générale.....	01
Chapitre I: Les concepts fondamentaux des dépenses publiques et la croissance économique, les théories de la croissance.....	03
Section1 : généralité sur les dépenses et la croissance.....	03
Section2 : les théories de la croissance économique	12
Chapitre II: l'évolution de l'économie et l'analyse des dépenses publiques en Algérie et au Maroc.....	18
Section 1 : l'évolution de l'économie Algérienne et Marocaine.....	18
Section 2 : Analyse de l'évolution des dépenses publiques en Algérie et au Maroc.....	30
Chapitre III : analyse empirique de l'effet des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie et en Maroc.....	33
Section 1: Analyse empirique de la relation des dépenses publiques et la croissance économique en Algérie.....	33
Section2 : Analyse empirique de la relation des dépenses publiques et la croissance économique en Maroc.....	43
Conclusion générale.....	53

Bibliographie

Annexes

Liste des Abréviations

- ❖ **ADF** : Test de Dickey-Fuller augmenté
- ❖ **AIC** : Akaike information criterion.
- ❖ **DS** : Differency stationnary.
- ❖ **DP** : Dépenses publiques.
- ❖ **PAS** : Programme d'ajustement structurel.
- ❖ **PCSC** : Programme complémentaire de soutien à la croissance.
- ❖ **PIB** : Produit intérieur Brut.
- ❖ **PSRE** : Plan de soutien à la relance économique.
- ❖ **PIP** : Plan d'investissement public.
- ❖ **SC** : Schwarz criterion
- ❖ **T-cal** : La valeur calculée.
- ❖ **Ts** : Trend stationary.
- ❖ **T-tab** : La valeur tabulée.
- ❖ **VAR** : Vecteur auto régressive.
- ❖ **R&D** : Recherche et développement.

Liste des figures

Figure N°01 : Représentation d'un cycle économique

Figure N°02 : Evolution du PIB réel (cas d'Algérie)

Figure N°03 : Evolution des dépenses publiques en Algérie de 1985 à 2015(cas d'Algérie)

Figure N°04 : Corrélogramme de la série LPIB (cas d'Algérie)

Figure N°05: Evolution du PIB réel(cas de Maroc)

Figure N°06: Evolution des dépenses publiques en Algérie de 1985 à 2015 (cas de Maroc)

Figure N°07: Corrélogramme de la série LPIB(cas de Maroc)

Liste des tableaux

Tableau N°01: Le contenu du plan de soutien à la relance économique(2001-2004) milliard DA.

Tableau N°02: Le contenu du programme complémentaire de soutien de la croissance 2005-2009 en dollar.

Tableau N°03: Répartition du programme d'investissement public(2010-2014) en Mds USD.

Tableau N°04 : Estimation du modèle.

Tableau N°05: Résultats des critères d'AKAIKE et SCHWARZ de la série PIB et DP (cas d'Algérie).

Tableau N° 06: la signification de la tendance(cas d'Algérie)

Tableau N° 07 : test de la signification de la constante(cas d'Algérie)

Tableau N° 08 : Application du test de racine unitaire d'ADF(cas d'Algérie)

Tableau N°09 : La causalité au sens de Granger entre les variables(casd'Algérie)

TableauN°10: Test d'auto corrélation des erreurs (cas d'Algérie)

TableauN°11 : Test d'hétéroscédasticité(cas d'Algérie)

Tableau N°12: Estimation du modèle(cas Maroc)

Tableau N°13 : résultats des critères d'AKAIKE et SCHWARZ de la série PIB et DP

Tableau N° 14: la signification de la tendance(cas Maroc)

Tableau N° 15 : test de la signification de la constante(cas Maroc)

Tableau N° 16 : Application du test de racine unitaire d'ADF(cas Maroc)

Tableau N°17: La causalité au sens de Granger entre les variables(cas Maroc)

TableauN°18: Test d'auto corrélation des erreurs (cas Maroc)

TableauN°19 : Test d'hétéroscédasticité(cas Maroc)

Introduction générale

Introduction générale

Le processus de la mondialisation a engendré une mutation de l'économie mondiale qui oblige l'ensemble des Etats à reconsidérer leurs stratégies politiques, économiques et sociales et engager des réformes. Ces dernières auront le but de s'adapter au nouvel ordre économique mondial et atteindre leurs objectifs de croissance et de développement. Cet objectif incite les économistes à introduire de nouvelles théories et méthodes pour analyser la croissance économique et notamment la dépense publique. Les efforts des dépenses publiques constituent un mécanisme important pour atteindre ces objectifs.

L'objet des dépenses publiques est la prise en compte de la satisfaction des besoins collectifs en matière de sécurité, d'ordre, d'hygiène, d'éducation et d'équipement etc. Toutefois, le débat sur l'efficacité des dépenses publiques en tant qu'instrument de régulation conjoncturelle a connu une ampleur considérable, tant que le nombre élevé d'analyses théoriques et études empiriques auxquelles il a donné lieu, que par l'importance des implications en termes de politiques économiques.

En effet, toute action ; les dépenses à une part importante dans l'économie et la deuxième c'est d'assurer le bon fonctionnement de son système financier à travers des politiques budgétaires.

Depuis l'indépendance en 1962, l'Algérie, est passé au cours de son processus de développement, par plusieurs phases caractérisées par une succession des programmes et des plans avec des budgets énormes et des moyens importants, dont le dernier en date est le « Programme de Relance Economique »¹, initié en 2001 et s'étalant jusqu'en 2014. Ce programmes de relance économique est jugé les plus importants dans toute l'histoire de l'économie Algérienne en terme de budget consacrés, aussi dans cette période, le gouvernement à suivi une politique expansionniste, afin de réunir toutes les conditions à la mise en œuvre d'un processus d'investissement, de création et de richesse et d'emploi.

Le Maroc a su construire les fondements du développement à long terme de son économie grâce aux efforts d'investissement dans l'infrastructure économique et sociale et à la promotion de secteurs à forte valeur ajoutée, notamment l'économie verte afin de mieux exploiter le potentiel en ressources naturelles et d'assurer une stabilité macroéconomique plus grande.

En Maroc, la volonté des autorités est rééquilibrer les finances publiques à moyen terme. Ainsi, les récentes mesures prises par le gouvernement pour renforcer le cadre budgétaire et maîtriser les équilibres macroéconomiques, sont en adéquation avec les politiques économiques et les réformes structurelles encourus visant à reconstituer les

¹ Ministère de finance « programme de relance économique », 2001-2014.

Introduction générale

marges de manœuvre budgétaire intérieure et extérieure et favoriser une croissance plus forte et inclusive.

Dans le présent travail, nous essaierons de mettre en relief le degré de sensibilité de l'économie algérienne et marocaine aux fluctuations des dépenses publiques ainsi que son impact sur les déterminants de la croissance économique. Cette analyse nous mène à poser la question suivante :

Dans quelles mesures les dépenses publiques influencent la croissance économique en Algérie et au Maroc?

Notre travail consiste donc à répondre aux questions suivantes :

- Comment la théorie économique explique-t-elle le lien qui existe entre les dépenses publiques et croissance économique ?
- Les dépenses publiques contribuent-elles à la croissance économique ?

La réponse à la problématique ainsi qu'aux questions posées par la vérification l'hypothèse suivante :

H₁ : La dépense publique pourrait exercer un effet positif sur la croissance économique.

Afin de traiter cette question sous plusieurs angles, nous avons privilégié la méthodologie qui consiste une approche descriptive est utilisée pour l'exposition des différentes évolutions des dépenses publiques et la croissance économique en Algérie et au Maroc de l'indépendance à nos jours. La consultation d'indicateurs de comparaison à partir d'une analyse empirique des données issues des différents rapports consultés

Nous avons structuré notre travail en trois chapitres :

Le premier chapitre sera structuré en deux sections : dont la première exposera les différents concepts des dépenses publiques et la croissance économique, quant à la deuxième section consacré aux théories de la croissance.

Le deuxième chapitre traitera un aperçu général sur l'économie Algérienne et sur l'économie Marocaine et l'évolution des dépenses publiques dans les deux pays.

Le troisième chapitre sera consacré à une étude empirique afin d'analyser l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique dans les deux pays, à travers l'illustration des indicateurs choisis. En suite l'interprétation des résultats à partir de l'analyse de ces indicateurs et l'utilisation de la modélisations.

Chapitre I

**Les concepts fondamentaux et des dépenses publiques et croissance,
les théories de la croissance économique.**

Chapitre I : Les concepts fondamentaux des dépenses publiques et la croissance économique, les théories de la croissance

Introduction

Depuis la fin du siècle dernier, les économies contemporaines sont des économies mixtes dans lesquelles les activités publiques et privées se combinent. Lorsque l'Etat effectue une dépense, que ce soit en bien et service, elle participe directement ou indirectement à l'accroissement du Revenu National.

Les dépenses publiques constituent une canalisation des recettes, des impôts et des emprunts vers une réalisation de certains objectifs choisis. Mais l'Etat se heurte à de nombreuses difficultés pour identifier, concevoir et réaliser les opérations orientées vers la consommation, l'investissement susceptible d'élever le revenu.

La croissance économique en générale est passée de plusieurs périodes de développement, Elle a vécu des phases de récession et d'autres d'expansion.

Ce chapitre sera structuré en deux sections : dont la première exposera les différents concepts des dépenses publiques et la croissance économique, quant à la deuxième section consacré aux théories de la croissance.

Section 1 : généralité sur les dépenses publiques et la croissance économique

1. notion de dépense publique

Les dépenses publiques sont un outil principal utilisé dans le contexte des finances publiques et la politique budgétaire afin d'atteindre les objectifs économiques. La dépense publique désigne l'activité économique et sociale de l'Etat, qui diffère et varie selon son utilisation, comme elle peut varier également en fonction de son impact économique et social.

1.1. les dépenses publiques

Dans ce point, nous développerons les notions générales relatives aux dépenses Publiques, leurs déterminants et typologies.

1.1.1. définition des dépenses publiques

Les dépenses publiques sont des dépenses qui figurent dans le budget de l'Etat, voté chaque année par le parlement. Il s'agit des dépenses budgétaires, qui correspondent aux dépenses effectuées par l'Etat, par les collectivités territoriales (communes, département et région) et par les organismes de sécurité sociale. Taylor. P.E (1953) distingue les dépenses neutres et les dépenses interventionnistes.

Chapitre I : Les concepts fondamentaux des dépenses publiques et la croissance économique, les théories de la croissance

a. les dépenses neutres

Ce sont les dépenses que la collectivité doit assurer dans l'intérêt général pour autant que l'économie privée et incapable d'assurer : l'administration, la sécurité intérieure, la défense nationale et la justice entrent sans contestation possible dans cette catégorie. En ce qui concerne l'éducation, il arrive des cas où ça relève de l'initiative privée. Mais, au fur et à mesure que l'enseignement revêt un caractère politique, l'Etat entend exercer un contrôle sur la formation intellectuelle¹.

b. les dépenses interventionnistes

Sous cette rubrique, il distingue trois catégories de dépenses qui sont l'aide à l'industrie, à l'agriculture et au travail ; l'orientation de l'économie générale, et le développement du bien-être social. Cette classification dépasse les dépenses de fonctionnement ou d'exploitation et nous conduit à la frontière entre les dépenses de transfert et les charges de capital².

1.2. typologie des dépenses publiques

La pluralité d'acteurs publics (Etat, organismes divers d'administrations centrales, administrations de la sécurité, collectivités territoriales), rend difficile l'appréciation et l'analyse des effets socio-économiques des choix publics en matière de dépenses de l'Etat.

Dans la littérature économique, les dépenses publiques sont classées selon différentes approches, à savoir:

Classification économique ;
Classification fonctionnelle ;
Classification administrative et politique.

1.3. classification économique

On distingue les dépenses en fonction de leur rôle économique :

a) dépenses de fonctionnement

Lorsqu'elles ont pour but d'assurer l'entretien et la bonne marche des services publics de l'état. La dépense de fonctionnement ne laisse subsister rien après elle, on les appelle aussi les dépenses courantes.

¹ Moussaoui kahina, Sadelli kahina, « impact des dépenses publiques sur la croissance économiques en Algérie durant la période 1970-2011 », université de Bejaia, 2013, p17.

² Ibid.

Chapitre I : Les concepts fondamentaux des dépenses publiques et la croissance économique, les théories de la croissance

b) dépenses de transfert

Ce sont des dépenses effectuées sans contre parties directes, elles prennent la forme de dons, elles sont rares chez les particuliers.

Ces dépenses sont généralement définies comme étant des « dépenses inscrites au budget d'une personne publique ou assimilée, mais qui transitent simplement par ce budget pour être distribuées au profit de particuliers ou d'organismes »³.

c) dépenses d'investissement ou dépense en capitaux

Cette dépense laisse subsister quelque chose après elle, c'est-à-dire celles qui accroissent le patrimoine de la collectivité qui les effectuent. Ces dépenses sont de deux ordres :

- **dépenses civiles** : l'Etat intervient soit directement par la réalisation d'infrastructures économiques et sociales, soit indirectement par le biais des dotations en capital octroyées aux entreprises publiques ou bien le financement des dépenses d'investissement des collectivités territoriales par le biais de subventions...
- **dépenses militaires** (exigences de la défense nationale).

1.2.2. classification fonctionnelle

« Elle consiste à regrouper les dépenses sur la base des secteurs d'intervention de l'action publique, et elle repose sur l'indentification s'un certain nombre de fonctions assumées par l'Etat »⁴.

1.2.3. classification administrative et politique

La classification par ministère c'est la plus ancienne elle conduisait à une répartition des dépenses entre ministères. Elle regroupe les dépenses d'après les autorités administratives qui les effectuent.

1.4 .les objectifs de la dépense publique

L'extension de l'importance relative de la dépense publique a correspondu à un élargissement des objectifs assignés à la politique économique en général et à la politique budgétaire en particulier.

³ Adam François, Ferrand Olivier et Roux Rémy, « finance publique », édition Dalloz, 2003, p42.

⁴ Wacqez Bernard, « dépense publique », édition institut de l'entreprise, Paris, 2002, p15.

Chapitre I : Les concepts fondamentaux des dépenses publiques et la croissance économique, les théories de la croissance

Selon Musgrave R.A. dans son ouvrage «The theory of public finance», toute dépense publique concourt à la réalisation d'un ou plusieurs des objectifs suivants, repérés par l'activité chargée d'en assumer la réalisation :

- L'activité de régulation de l'activité économique dont l'objectif est d'en assurer un taux de croissance de l'économie compatible avec le respect des équilibres fondamentaux, tant externes qu'internes ;
- L'activité de redistribution des revenus, voire même des richesses dont l'objectif est de corriger les injustices distributives résultant du libre fonctionnement de tout secteur de l'activité économique régie par les principes de l'économie de marché concurrentiel ;
- L'activité d'affectation des ressources dont l'objectif est d'assurer la production optimale de certains biens et services.

2. la croissance économique

La croissance économique est le phénomène le plus important, notamment avec le transfert de l'analyse économique du niveau micro au niveau macro, où elle se base sur l'étude des différentes relations et interactions avec les agrégats macroéconomiques. Considérée comme la meilleure façon de comprendre le fonctionnement de l'économie et d'améliorer la performance économique.

2.1. définition de la croissance économique

La croissance économique au sens large, désigne l'augmentation de la production de biens et services dans une économie sur une période donnée.

Selon François Perroux, « la croissance économique correspond à l'augmentation soutenue pendant une ou plusieurs période longues d'un indicateur de dimension pour une nation, le produit globale net en terme réel »⁵.

Selon Kasantas, « la croissance économique moderne reflète bien la capacité continue de fournir à la société de quantité de biens et services, pour chaque individu »⁶.

Selon Jacques Muller « la croissance économique est une notion purement quantitative qui reflète l'augmentation de la production à long terme dans une économie, comme nous pouvons la mesurer »⁷.

Afin de stimuler la croissance économique, deux moyens sont possibles : l'augmentation des quantités de facteurs de production utilisés dans le processus de production et l'amélioration des techniques de production permettant de produire plus

⁵ Perroux François, « les théories de la croissance », Paris, 1990, p34.

⁶ Simon Kuznets, « Economic Growth and Structure », New York, Norton, 1965, (traduction en français : croissance et structure économique), Paris, Calmann-Lévy, 1971, p30.

⁷ Muller Jacques, « Manuel et application économie », édition 2001, Dunod, p 254.

Chapitre I : Les concepts fondamentaux des dépenses publiques et la croissance économique, les théories de la croissance

de biens et services avec les même quantités des facteurs de production. On distingue alors :

- **Une croissance extensive** : permise grâce à l'augmentation des quantités de facteurs de production utilisés (ouverture de nouvelles usines, etc.) ;
- **Une croissance intensive** : due à l'amélioration de l'efficacité des facteurs de production utilisés, c'est-à-dire de la productivité des facteurs.

Une croissance extensive se traduit par des créations d'emplois, ce qui n'est pas le cas pour une croissance économique intensive.

La croissance économique décrit un processus d'accroissement de la seule production économique. Elle ne renvoie donc pas directement à l'ensemble des mutations économiques et sociales propres à une économie en expansion. Ces transformations au sens large sont, conventionnellement, désignées par le terme développement économique.

2.2. les mesures de la croissance économique

2.2.1. le produit intérieur brut (PIB)⁸

Produit intérieur brut PIB peut être comme un agrégat représentant les résultats finals de la production annuelle des unités productrices résidents d'une économie.

- **La mesure du PIB :**

Le PIB peut être mesuré par trois optiques :

- **Optique de production** : le PIB est égal à la somme des valeurs ajoutées de différents branches d'activités en augmentant des droits de douane et de la TVA

$PIB = \text{la somme des Valeurs Ajoutées Hors Taxe} + \text{taxe sur Valeur Ajoutée} + \text{droits de Douanes}$

- **Optique de dépenses** : le PIB est égal à la somme des emplois finals des biens et des services (consommation finale effective, variation du stock) plus les exportations moins les importations ;

$PIB = CF + VS + X - M$

Sachant que :

CF : représente la consommation finale effective.

VS : est la variation du stock.

X : les exportations.

⁸ Zehnati nadia, Boubache tahar, « impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie durant la période 1980-2013 », université de Bejaia, 2016, p13.

Chapitre I : Les concepts fondamentaux des dépenses publiques et la croissance économique, les théories de la croissance

M : les importations.

- **Optique de revenus** : le PIB est égal à la somme des emplois des comptes d'exploitation des secteurs institutionnelles : rémunérations des salariés, impôts sur la production et les importations moins les subventions, excédants bruts d'exploitation et les revenus mixtes ;

$PIB = RS + T + EBE + RM$

RS: rémunération des salariés.

T : taux d'imposition.

EBE : excédent brut d'exploitation.

RM : revenu mixte.

2.2.2. le niveau de vie :

C'est un indicateur de revenu (PNB /habitant). Le PNB est une valeur marchande des biens et services finals nouvellement produits pendant un an par l'ensemble des agents économiques opérant dans le cadre national et à l'étranger. Il est la somme des valeurs ajoutées produites par les entreprises nationales d'un Etat, quelque soit le lieu de leurs résidences.

2.2.3. parité pouvoir d'achat (PPA)

La parité de pouvoir d'achat (PPA) est un taux de conversion monétaire qui permet d'exprimer dans une unité commune les pouvoirs d'achat des différentes monnaies. Ce taux exprime le rapport entre la quantité d'unités monétaires nécessaire dans des pays différents pour se procurer le même « panier » de biens et de services. Ce taux de conversion peut être différent du « taux de change ». En effet, le taux de change d'une monnaie par rapport à une autre reflète leurs valeurs réciproques sur les marchés financiers internationaux et non leurs valeurs intrinsèques pour un consommateur⁹.

2.3. les facteurs déterminants de la croissance économique¹⁰

La croissance économique de n'importe quel pays dépend de trois facteurs majeurs :

2.3.1. le facteur travail :

Dans une économie, le travail est présenté par les capacités physiques et intellectuelles que les hommes mettent en œuvre pour produire des biens et services nécessaires à la satisfaction de leurs besoins. Il s'agit de la totalité des forces disponibles pour produire. Ainsi la contribution du facteur peut s'expliquer par plus grande utilisation de celui-ci (aspect quantitatif) ou par une efficacité (aspect qualitatif).

⁹ Dictionnaire de définition de l'INSEE, www.linternaute.com/dictionnaire/fr/definition/insee.

¹⁰ Granier Roland, « croissance et cycles économiques », Paris, 1995, p14.

Chapitre I : Les concepts fondamentaux des dépenses publiques et la croissance économique, les théories de la croissance

L'aspect quantitatif se base sur la population active ainsi que celle n'ayant pas d'emploi (chômeur), cette population active est fixée par une durée de travail dans le cadre de la population de biens et services. Alors que, l'aspect qualitatif se base sur la qualité du facteur travail fourni par la main d'œuvre qualifiée afin de réaliser la productivité. Cette dernière peut être mesurée par rapport à un volume de production réalisé et un volume de travail nécessaire à cette production.

2.3.2. le facteur capital

La première référence concerne le capital technique ou le capital fixe au sens de la compatibilité nationale. Par définition, le capital technique est l'ensemble des moyens de production utilisée pour produire des biens et services. Il est constitué de la somme du capital fixe et du capital circulant (stock de matières, etc.) et sa qualité peut se repérer d'abord à sa productivité. Cette dernière se calcule par le rapport entre la valeur ajoutée (VA) produite et stock de capital fixe nécessaire à cette production.

Pour ce calcul, on exclut généralement les moyens du capital fixe non productif (exemple : bâtiments). On ne considère que les équipements en matériels supposés seuls productifs. L'accumulation de ce capital dépend de l'investissement qui est, par définition, une dépense immédiate en vue de recettes futures ou d'économie de coût. Il existe deux types d'investissement : matériel et immatériel. L'investissement matériel correspond à la formation brute de capital fixe (FBCF).

2.3.3. le progrès technique :

Le progrès technique a permis tout d'abord une amélioration des conditions de vie et une hausse de l'espérance de vie. Il permet également une augmentation du niveau de vie économique et social global, une amélioration de la santé, une diminution de la pénibilité du travail, etc.

Au cours de l'histoire, le progrès technique, en permettant une productivité plus élevée, a permis des salaires plus élevés en ville que dans les campagnes. À long terme, il est généralement associé à une prospérité économique et à une augmentation de l'emploi, par le biais d'une innovation permanente.

La croissance économique dans tout pays qui se respecte, qu'il soit développé ou en voie de l'une des préoccupations majeures des décideurs quand il leur faut concevoir leur politique nationale de développement, d'où l'importance à accorder au secteur financier. En effet, le développement de ce dernier peut stimuler la croissance économique par le biais de l'investissement qui contribue à l'augmentation de la production nationale.

Chapitre I : Les concepts fondamentaux des dépenses publiques et la croissance économique, les théories de la croissance

2.4. les cycles de la croissance économique

Une analyse plus fine de l'évolution de l'activité économique sur une longue période permet de plus de mettre en lumière l'existence de plusieurs types de cycles économiques qui s'emboîtent les uns dans les autres.

2.4.1. la notion de cycle économique :

Un cycle économique correspond à une phase plus ou moins longue de croissance (expansion) qui est suivie par une phase de baisse d'activité (récession), de longueur relativement équivalente. Celle-ci s'ouvre à son tour sur une nouvelle phase de dynamique économique. Un cycle est donc représenté par quatre phases¹¹ :

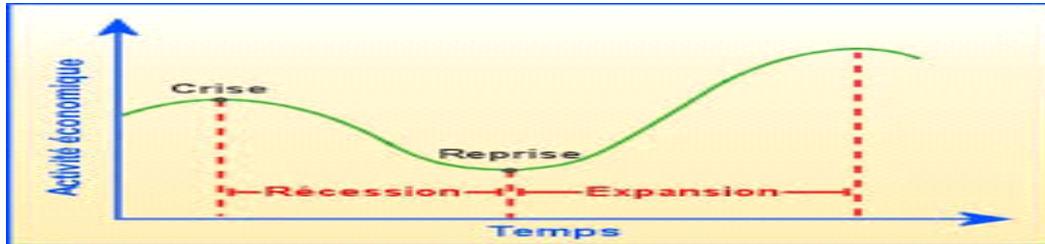
- **L'expansion** : la phase d'expansion désigne la phase du cycle économique caractérisée par l'augmentation du volume de la production et de demande sur une courte ou une moyenne période (le taux de croissance annuel du PIB est donc soutenu) ;
- **La crise** : le terme de crise désigne le moment bref de retournement de la conjoncture. Elle est représentée par le point de retournement qui marque le début de la phase de ralentissement de l'activité économiques ;
- **La récession** : c'est la période entre la crise et la reprise où l'économie croît moins rapidement ou décroît ;
- **La reprise** : la reprise désigne la phase du cycle économique qui se caractérise par un retour de l'économie à une phase d'expansion après une phase de récession. La reprise représente donc le point d'inflexion qui marque le retour d'une phase de croissance de l'activité économique soutenue.

Pour mieux comprendre ces phases du cycle économique, on les représente sur le graphique suivant :

¹¹ Bousserelle Eric, « croissance et fluctuations », Sirey, 1997, p45.

Chapitre I : Les concepts fondamentaux des dépenses publiques et la croissance économique, les théories de la croissance

Figure N°01 : représentation d'un cycle économique



Source : [www.guide-finance/cycle économique/](http://www.guide-finance/cycle%20%C3%A9conomique/).

2.4.2. typologie des cycles

La notion de cycle économique s'applique dans la réalité à un ensemble de cycle qui varient en fonction de leur périodicité et qui s'imbriquent les uns aux autres.

On distingue alors différents cycles économiques qui été mis en évidence par un certains nombre d'économistes.

a. les cycles courts

Les cycles courts comprennent les cycles mineurs ou cycle de kitchen, les cycles majeurs ou cycle d'affaires appelés aussi cycles de Juglar et les cycles peu connu appelés cycles de La brousse. Ainsi, les cycles mineurs sont des périodes courtes d'une durée de trois à quatre années en moyenne. Ils traduisent essentiellement des phénomènes de stockage et de déstockage de la part des entreprises. Ces crises sont souvent dues aux erreurs d'anticipation trop optimistes des sociétés qui les conduisent à investir et produire plus que les besoins nécessaires. Appelés encore cycle de Juglar, les cycles majeurs ou cycles des affaires ont une durée moyenne d'environ huit années. Son inventeur estime que ce sont des cycles caractéristiques d'une économie régulée par le marché. En effet, ce sont les excès du développement industriel et commercial qui les provoquent (situation de sur production dues au surinvestissement).

b. les cycles intermédiaires

Ce sont les cycles dont la duré est de vingt ans en moyenne. Ces crises correspondent aux investissements lourds mobilisant une de grandes sommes en capital. C'est le cas par exemple des crises connus par les sociétés de transport ou de construction des bâtiments.

Chapitre I : Les concepts fondamentaux des dépenses publiques et la croissance économique, les théories de la croissance

c. les cycles longs

Le cycle de Kondratieff¹², nommé d'après cet économiste russe, Nicolas D. Kondratieff, qui les a cernés le premier, est un cycle dont la durée varie entre trente et cinquante ans. Les principales origines de ces cycles sont l'irrégularité du progrès technique et les variations de la quantité de monnaie. Un ensemble d'innovations ou « grappe d'innovations » initie la croissance pour une période de vingt cinq ans (chemin de fer, automobile, informatiques...) puis en l'absence de nouvelles inventions d'importance, le cycle se retourne pour une durée équivalente.

Une grappe d'innovations est un nombre conséquent d'innovations qui apparaissent durant une même période mais dépendantes les uns des autres. On passe ainsi par des phases de croissance et de hausse des prix lorsque les innovations arrivent à maturité, puis par des baisses de prix et des récessions.

Section 2 : les théories de la croissance économique

La théorie de la croissance économique étudie l'interaction entre les divers facteurs de la croissance économique, à départager causes et effets et à comprendre comment ces divers facteurs influent les uns sur les autres. Toutes ces théories aident à saisir le processus de la croissance économiques.

On peut distinguer deux principales théories de la croissance économique :

- Les théories classiques de la croissance ;
- Les théories modernes de la croissance.

1. Les théories classiques de la croissance

Les théories de la croissance économique s'efforcent à donner des éléments de réponses globaux à la question des origines de la croissance et de son caractère d'équilibre ou non. Des réflexions sur le sujet retrouvent déjà chez les économistes classiques. Ainsi, afin de comprendre les mécanismes de croissance, il est nécessaire de restituer quelques grands travaux plus contemporains essentiellement keynésienne.

Les théories de la croissance économique comme les autres, ne se développent pas d'une façon continue qui disqualifie les systèmes interprétatifs précédents : l'émergence d'approches nouvelles s'accompagne de débats et d'affrontements qui persistent jusqu'à nos jours.

¹² Belkacem mohamad, Djeddis nacer, « l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie étude économétrique sur la période 1985-2012 », université de Bejaia, 2014, p31.

Chapitre I : Les concepts fondamentaux des dépenses publiques et la croissance économique, les théories de la croissance

Les réflexions économiques sur la croissance date de la première révolution industrielle. A. Smith dans son ouvrage¹³ public en 1776, était l'un des premiers ayant abordé la notion de croissance économique, en prenant sa source dans la division du travail. Cependant, depuis la théorie de la croissance a repris avec vigueur à partir des trente glorieuses, alors entre deux-guerres était caractérisé par une réflexion sur les cycles.

1.1. les théories de la croissance économique limitée (pessimisme)

Pensée classique en matière de croissance économique se caractérise par une grande diversité de points de vue qui peuvent s'expliquer par les caractéristiques et les objectifs de chacun des auteurs. Malgré que les économistes classiques étaient conscients des transformations déroulant devant leurs yeux, ils n'appréhendent pas naturellement la croissance comme un processus de longue période, susceptible d'améliorer durablement le niveau de vie de la population. Ainsi, la croissance, c'est-à-dire l'augmentation soutenue de la population d'un pays, est un phénomène récent puisqu'il devient durable à partir de la révolution industrielle.

a. la division internationale d'Adam Smith (1776)

Dans ses recherches sur la nature et les causes de la richesse des nations (1776), Adam Smith met en évidence le rôle de la division du travail (surplus, marché, gains de productivité) comme facteur de la croissance. Cette division du travail se trouve renforcée par la participation du pays au commerce international (théorie des avantages absolus). L'optimisme de Smith apparaît à travers les traits d'une croissance illimitée (elle dure tant que l'on peut étendre la division du travail et le marché)¹⁴.

b. le principe de population de Thomas Malthus(1796)

Dans son Essai sur le principe de population(1796), Thomas Malthus considère que la croissance est limitée en raison de la démographie galopante. Il attribue la misère en Angleterre au décalage entre deux lois de progression arithmétique des subsistances et la loi de progression géométrique. La sortie de cet état passe par la mortalité, la baisse de la natalité et le célibat¹⁵.

¹³ Boucessi yacine, Berrehrani elhadi, « impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie : étude économétrique sur la période 1980-2013 », 2015, p31.

¹⁴ Diemer arnaud, « Economie et Générale : la croissance économique », revue économique, volume 03, 2003, p96.

¹⁵ Idem.

Chapitre I : Les concepts fondamentaux des dépenses publiques et la croissance économique, les théories de la croissance

c. les rendements décroissants de David Ricardo (1871)

Dans ses principes de l'économie politique et de l'impôt (1817), David Ricardo souligne que la croissance est limitée par la loi des rendements décroissants. La valeur ajoutée se répartit entre trois agents : les propriétaires fonciers (rente foncière), salariés (salaire de subsistance) et le capitaliste (profit). Précisions que le profit des capitalistes est résiduel, c'est-à-dire qu'il intervient une fois le salaire et la rente foncière payés. Lorsque la population s'accroît, il convient d'augmenter la production agricole, or les nouvelles terres mises en culture sont de moins en moins productives. Le coût de la production va donc s'élever, entraînant inévitablement la hausse des salaires et de la rente foncière. Les profits vont se réduire jusqu'au moment où les capitalistes ne seront plus incités à investir. L'économie atteint la situation d'état stationnaire. Afin de retarder cette situation, Ricardo préconise d'augmenter les gains de productivité dans l'agriculture grâce au progrès technique et de s'ouvrir au commerce international (théorie des avantages comparatifs)¹⁶.

d. la destruction du capitalisme selon Marx (1844)

Karl Marx a été le premier économiste à proposer un modèle formel de croissance, à l'aide de ses schémas de reproduction élargie. Il considère que la croissance est limitée dans le mode de production capitaliste en raison de la baisse tendancielle des taux de profit (1867, le Capital). En effet, la recherche d'une plus-value toujours plus importante (notamment grâce à des salaires bas, que Marx appelle, Minimum de Subsistance) et la concurrence entre capitalistes devraient provoquer une paupérisation des ouvriers et un blocage dans le développement du système capitaliste (crise)¹⁷.

1.2. les modèles de la croissance économiques « post keynésiens »

Juste après la crise de 1929, plusieurs économistes fondent leurs analyses économiques à court terme sur les règles et solutions apportées par l'économiste « Keynes ». Nous abordons ci-après deux modèles très importants, à savoir : le modèle « Harrod et Domar ».

1.2.1. le modèle Harrod et Domar

Influencé par les travaux de l'économiste John Maynard Keynes (1883-1946), Harrod en 1942 et Domar en 1947, ont révélé que le taux de croissance (C) est fonction du taux d'épargne (S) et le taux d'investissement en capital (i).

¹⁶ Diemer arnaud, Op. Cite, p96.

¹⁷ Idem.

Chapitre I : Les concepts fondamentaux des dépenses publiques et la croissance économique, les théories de la croissance

La formule de Harrod et Domar apparait comme suit : $C=S/I$.

C'est-à-dire, la croissance est imputée à l'investissement productif, celui-ci imputé aussi à l'épargne. En effet, le gouvernement peut agir sur le taux de croissance économique en encourageant l'épargne par l'augmentation du taux d'intérêt ou par les exonérations fiscales. Ce modèle a mis l'accent sur l'instabilité de processus d'expansion des économies.

1.3. les approfondissements optimistes de la croissance économique

Il existe plusieurs approches concernant la vision optimistes de la croissance économique. Nous citons ci-après deux approches édifiantes :

1.3.1. la théorie hétérodoxe de J.Schumpeter

Selon J.Schumpeter, l'innovation est le facteur explicatif de la croissance et du développement économique à long terme. L'entrepreneur Schumpétérien est innovateur, et le profit légitime est la rémunération du risque pris lors de la mise en œuvre du processus d'innovation.

Schumpeter distingue cinq (5) types d'innovation : produit, marchés, procédés, matières premières et organisation des entreprises. Schumpeter fait des grappes (vagues) d'innovations il explique le mécanisme de la croissance par le remplacement des anciennes activités dominantes, par de nouvelles industries émergentes.

1.3.2. le modèle du Kaldor (1956)

Selon l'auteur de ce modèle, le taux d'épargne (I) d'un état est une équation croissante à l'égard des profits dans le revenu national (y) car la propension à épargner des capitalistes (propriétaires des capitaux) est supérieure à celle des salariés (les ouvriers). De ce fait, le taux de croissance garanti (S/v) devient une équation croissante du taux de profit (I). À l'inverse une faible croissance économique, produit un état de sous-emploi. Le modèle de Kaldor s'écrit comme suit :

Le produit national est constitué : de salaires (W) et de profit (P) :

$$P/y = P/k * K/Y = r.v$$

Autrement dit : l'épargne par la répartition des revenus, est une variable d'ajustement (réallocation) qui permet une croissance économique stable à long terme.

2. les théories modernes de la croissance économique

Les théories de la croissance économique dans la pensée moderne ont connu plusieurs évolutions, qui ont permis d'expliquer le processus de la croissance

Chapitre I : Les concepts fondamentaux des dépenses publiques et la croissance économique, les théories de la croissance

économique. de citer quelques idées traditionnelles en raison de son importance dans l'établissement d'une bonne perception dans le processus de la croissance économique.

2.1. le capital physique

En 1986, Romer¹⁸ propose un modèle qui repose sur les phénomènes d'externalités technologique à la suite de l'accumulation de capital physique ou d'une diffusion de connaissance.

Le capital physique, est l'équipement dans le quel investit une entreprise pour la production de biens ou de services. En investissant dans de nouveaux équipements, une firme se donne les moyens d'accroître sa production. Mais également celle des autres firmes, concurrentes ou non. Par conséquent, les phénomènes de rendements croissant à l'origine de croissance reposent sur des phénomènes d'externalité entre firmes et sur l'existence de complémentarité entre firmes et activités.

2.2. la technologie

L'accumulation de connaissances, dans le paragraphe précédent, apparait comme une accumulation (non intentionnelle). En revanche, l'accumulation de connaissances technologiques est une démarche volontariste qui résulte d'une activité spécifiques : la recherche-développement (notée **R&D**). Les dépenses en **R&D** permettent d'inventer de nouveaux biens d'équipement, de nouveaux facteurs de production, plus productifs que les anciens¹⁹.

Cette analyse permet d'incorporer dans le capital physique le seul progrès technique et non l'ensemble des investissements directs. Trois types de travaux ont été conduits dans cette direction²⁰ :

- Ceux de Romer 1990, qui spécifie son modèle en partant du postulat que la croissance est due à l'augmentation du nombre d'inputs différent, donc leur spécialisation accrue.
- Ceux d'Aghion et Howitt 1992 considèrent que la croissance est due à l'accroissement des inputs effectivement utilisée.
- Enfin, ceux de Coe et Helpman 1993, qui mettent en évidence une corrélation entre **R&D** et la croissance pour les pays de l'OCDE.

Une part du résultat de la **R&D** revient à celui qui a réalisé cette recherche. C'est d'ailleurs ce qui l'incite à la mener. Cette part correspond au rendement privé de la **R&D**.

¹⁸ Jones C. I, « théorie de la croissance endogène », Boeck université, 2000, p25.

¹⁹ Dictionnaire la rousse, <http://www.larousse.fr/>, consulté le 21/06/2017.

²⁰ Riad benjellil, « dépenses publiques et croissance économique une étude économétrique sur série temporelle pour la Tunisie », université de Tunis, 2000 p18.

Chapitre I : Les concepts fondamentaux des dépenses publiques et la croissance économique, les théories de la croissance

Une firme innovatrice cherchera à capter la rente associée à l'innovation. Elle déposera des brevets ou tentera de mettre à son profit le retard technologique de ses concurrents pour proposer de nouveaux produits ou de nouveaux procédés de fabrication.

Une autre part est une externalité, un bien public non appropriable, qui profite à tous. Cette part correspond au rendement social de la R&D. Celle-ci véhicule des innovations ultérieures.

C'est l'accumulation de ces connaissances nouvelles, issues de connaissances anciennes et de la recherche, qui fait progresser la technologie et donc la croissance²¹.

2.3. Le capital humain

L'accumulation de capital fut mise en valeur par Lucas en 1988. Ce capital est défini comme le stock de connaissances valorisables économiquement et incorporées aux individus (qualification, état de santé, hygiène,...). Lucas développe dans son analyse, le capital humain qui est volontaire, qui correspond à une accumulation de connaissances (schooling) et accumulation involontaire (Learning by doing). En outre, la productivité privée du capital humain a un effet externe positif car, en améliorant son niveau d'éducation et de formation, à améliorer la productivité de l'économie nationale.

Conclusion

Les dépenses publiques figurent parmi les plus importants instruments budgétaires que l'Etat utilise pour agir sur les deux dimensions, économique et social. Elles servent d'instrument de stabilisation macro-économique sur le court et le moyen terme et de levier pour atteindre les objectifs de la croissance économique sur le long terme. La croissance économique exprime la capacité économique du pays, car elle est un indice qui reflète du développement de l'activité économique, comme il donne un aperçu général sur le reste des variables économique, qui sont en relation, qui puis il reflète la situation économique globale.

L'évolution des théories et modèles de la croissance économique qui diffèrent dans leurs perceptions et interprétations de la croissance, ou les théories traditionnelles voient que les sources de la croissance économique se situe dans l'accumulation du capital, et la même chose pour certains keynésiens.

²¹ D ominique G, Pierre R, « nouvelles théories de la croissance », 5^{ème} édition, la découverte, 2003, p60.

Chapitre II

**l'évolution de l'économie et l'analyse des dépenses publiques en
Algérie et au Maroc**

Chapitre II : l'évolution de l'économie et l'analyse des dépenses publiques en Algérie et au Maroc

Introduction

Les dépenses publiques constituent un instrument pour influencer à la fois les objectifs de croissance et de redistribution. Toutefois, le débat sur l'efficacité des dépenses publiques en tant qu'instrument de régulation conjoncturelle a connu une ampleur considérable, tant par le nombre élevé d'analyse théorique et d'étude empirique auxquelles il a donné lieu, que par l'importance des implications en termes de politiques économiques. Les arguments contradictoires à la base de ce débat ont contribué à reconsidérer avec prudence l'utilisation systématique des finances publiques à des fins de politique économique. L'Algérie est considérée comme l'un des pays qui encourage la politique budgétaire.

Section 1 : l'évolution de l'économie Algérienne

Dans cette section, nous allons donner un rappel historique sur l'évolution de l'économie algérienne et marocaine.

1. l'évolution de l'économie algérienne

L'économie algérienne est caractérisé depuis son indépendance par une économie planifiée, et après vingt sept ans de planification, l'Algérie a connu d'importantes modifications sur les plans économiques et a opté pour l'économie de marché et a entamé des réformes économiques avec l'appui du FMI.

1.1. l'économie algérienne durant la période de l'économie planifiée

L'économie algérienne durant l'économie planifiée est passée par différentes périodes suivantes :

a. la période allant de 1963 à 1966 : la stratégie de l'autogestion des entreprises industrielles

Cette période est caractérisée par l'instauration de l'autogestion dans les différentes entreprises industrielles abandonnées par les européens, la création d'entreprises publiques nationales, l'adaptation de deux codes d'investissement privé en 1963 et 1966, ainsi que par l'existence d'entreprise étrangères notamment dans les hydrocarbures.²²

Le secteur agricole, quant a lui, a connu une chute de la valeur ajoutée et du surplus agricole au cours de cette période cela est dû essentiellement à l'abaissement du niveau des forces productives en terme d'utilisation de la force de travail, l'équipement des unités de production et le financement des exploitations²³. Concernant le commerce

²² Brahim A, « l'économie algérienne », OPU, 2000, p100.

²³ Brahim A, Op. Cite, p95.

Chapitre II : l'évolution de l'économie et l'analyse des dépenses publiques en Algérie et au Maroc

extérieur, les exportations ont enregistré une diminution durant cette période alors que les importations ont affichée une augmentation d'une façon continue.

b. la période allant de 1967 à 1979 : une stratégie fondée sur le développement autocentré

Dans cette période, l'Algérie a entrepris une politique de stratégie d'industrialisation autocentrée. Le modèle de référence de la stratégie algérienne d'industrialisation est la théorie des « industries industrialisantes ».

C'est-à-dire que, le développement économique et social de l'Algérie a été caractérisé par le choix d'un développement économique basé sur la planification socialiste centralisée, qui faisant de l'industrialisation lourde le moyen de diversifier et de transformer les structures économiques, d'accroître la productivité et de réduire la dépendance vis-à-vis de l'étranger. L'Etat a joué un rôle essentiel dans cette stratégie de mobilisation des ressources de la rente. Par ailleurs, l'Etat a opéré un important mouvement de nationalisation des secteurs stratégiques, notamment des secteurs miniers, bancaires et des hydrocarbures²⁴.

c. la période allant de 1980 à 1989 : la restructuration des entreprises publiques et la crise de l'économie algérienne

Au début des années 1980, l'Etat Algérien a engagé une série de transformations touchant les structures de l'économie et opérant d'importants revirements dans les conceptions économiques en assignant à l'économie de nouveaux objectifs tels que :

- La couverture des besoins de première nécessité ;
- La réduction de la dépendance extérieure dans les domaines de la technologie, du financement et de l'approvisionnement ;
- La dynamisation du secteur privé local ;
- La valorisation des hydrocarbures comme source de financement externe et la préparation de l'après pétrole.

Au cours de cette période, la dynamique de l'investissement productif étant ralentie et les ressources de l'Etat étaient en grande partie orientées vers la consommation, les prix à la production étaient fixés par la loi et un très grand nombre de biens et services continuent d'être subventionnée par le trésor public. Cette rigidité de planification centrale et de politique laxiste en termes d'aides et subventions à la consommation est apparue au centre du choc pétrolier de 1986 qui a fait baisser de 50% les recettes budgétaires provenant des hydrocarbures.

²⁴ Douad Fet Elmoubarek M, « la contribution des finances publiques dans le développement de l'économie algérien », article économique, n°11, 2014, p18.

Chapitre II : l'évolution de l'économie et l'analyse des dépenses publiques en Algérie et au Maroc

Malgré cette baisse, l'Etat a poursuivi sa politique économique laxiste en augmentant le déficit budgétaire et en faisant recours massivement à l'endettement extérieur à court terme pour financer les inputs de l'industrie et des grands chantiers d'infrastructures. L'endettement du pays s'est aggravé, Commencée en 1983/1984, la crise économique de l'Algérie s'est aggravée, dès 1986, par la chute des prix du pétrole et du dollar qui réduit les revenus issus des exportations, fondés à 95% sur les hydrocarbures. Jusque- là, conforté par ses excédents en devises, le pays dépensait (empruntant) pour importer principalement 80%, au marché international des capitaux. Les recettes pétrolières ont commencé à baisser, la croissance annuelle chute, les réserves de change diminuent et la paupérisation s'aggrave.

1.2. la période d'ajustement structural et passage à l'économie du marché (1990-1998)²⁵

Cette période est caractérisée par la forte chute des prix des hydrocarbures sur le marché mondial, la dette extérieure a commencé à peser d'un poids très lourd sur les équilibres extérieurs, à tel point que, en 1994, l'économie s'est trouvée dans une situation de quasi cessation de paiement. Le service de la dette devant absorber, cette année- là, 93,4% des recettes d'exportation de biens et services. Cette asphyxie financière a contraint le gouvernement à demander le rééchelonnement de sa dette, en contrepartie de la mise en œuvre des programmes de stabilisation et d'ajustement structurel conclu avec le FMI (accord « stand-by » d'une année, puis accord de « facilité de financement élargi » de trois années).

Le rééchelonnement de la dette extérieure a permis d'atténuer quelque peu la contrainte financière externe durant la période couverte par les programmes d'ajustement, mais celle-ci demeure toujours très prégnante à l'issue de ces programmes. En effet, le montant de la dette est passé de 29,5 milliards \$ à 31,2 milliards \$ entre 1994 et 1997 et, relativement au PIB, il est passé de 70% à 66,5%. Grâce au rééchelonnement, le ratio du service de la dette a quelque peu fléchi, passant de 47 à 30% entre les deux dates.

Au début des années 1990, le taux de croissance économique était faible et négatif, mais à partir 1995 est devenu positif. De l'ordre de -2,2% et -0,9 en 1993 et 1994 respectivement, le taux de croissance a grimpé à +3,9% en 1995 puis à 4,0% en 1996. Malgré une mauvaise année agricole et grâce à la bonne tenue des prix des hydrocarbures ainsi qu'à l'appréciation sensible du dollar américain vis-à-vis des autres monnaies internationales (de l'ordre de 20%), le taux de croissance s'est maintenu aux alentours de 1,2% en 1997.

²⁵ Douad F et Elmoubarek M, Op. Cite, n°11, pp18-19.

Chapitre II : l'évolution de l'économie et l'analyse des dépenses publiques en Algérie et au Maroc

1.3. la période de stabilisation conjoncturelle et de la réalisation de l'équilibre macroéconomique (1998-2000)

Cette période était consacrée à rétablir la stabilité conjoncturelle sur tous les plans (socio-économique, politique). Ainsi que le rétablissement de l'équilibre macroéconomique qui devait passer par le rétablissement de l'équilibre de la balance des paiements.

A partir de l'année 1998, l'Algérie a atteint une stabilisation macro-économique visée par les mesures du programme d'ajustement structurel (PAS). Durant ces cinq dernières années, elle a entamé des réformes économiques pour l'établissement de l'économie de marché, ceci s'est traduit par une diminution importante de l'inflation d'environ 5% en 1998 et d'une nette amélioration des finances publiques. Cependant ces résultats positifs en matière de stabilisation macro-économiques, combinés à des mesures d'ajustement structurelle coûteuses sur Le plan social, n'ont pas produit les effets positifs escomptés notamment le taux de croissance économique qui est restée mitigé, oscillant entre 2% ET 3%, ce qui est insuffisant pour contenir le chômage dont le taux est passé de 24,4% en 1994 à 26,4% en 1997 puis à 28,9% en 2000.

1.4. l'économie algérienne durant la période 2001-2013

La mise en œuvre de la stratégie de développement en Algérie est touchée par les deux plans triennaux (2001-2009) et quinquennaux (2005-2013) consolidée par le plan d'investissements public (2005-2009)²⁶.

1.4.1. le plan de soutien à la relance économique (PSRE) 2001 /2004²⁷

Ce programme de l'ordre de sept milliards de dollar est d'abord orienté vers les infrastructures, dont il est attendu qu'elles permettront d'attirer les investissements nationaux et étrangers. Il s'agit aussi de stimuler la demande et de réduire le taux de chômage. Il vise également à instaurer un meilleur climat social, davantage propice à un développement économique harmonieux. La répartition de ce programme est reprise dans le tableau suivant :

²⁶ Douad F et Elmoubarek M, Op. Cite, n°11, p20.

²⁷ Ministère des finances « plan de relance économique », 2001-2014.

Chapitre II : l'évolution de l'économie et l'analyse des dépenses publiques en Algérie et au Maroc

Tableau n°01 : contenu du plan soutien à la relance économique (2001-2004) Milliards DA

Secteur	2001	2002	2003	2004	Total (montant)	Total(%)
Travaux publics	100.7	70.2	37.6	2.0	210.5	40.1
Développement local et des ressources humaines	71.8	72.8	53.1	6.5	204.2	38.8
Soutien à l'agriculture et la pêche	10.6	20.3	22.5	12.0	65.0	12.4
Soutien des réformes (notamment recapitalisation des banques publiques)	30.0	15.0	-	-	45.0	8.6
Total	205.4	185.9	113.9	20.5	525.0	100

Source : Estimation du rapport de la banque mondiale basée sur les données du ministère des finances

Articulé autour d'actions destinées à la dynamisation des activités productives agricoles à travers le Plan National de Développement Agricole (PNCA), au renforcement des services publics dans les domaines de l'hydraulique, des transports et des infrastructures, et à l'amélioration du cadre de vie des populations, au développement local et au développement des ressources humaines, les secteurs de l'agriculture, du BTP et des services, où se créent l'essentiel des nouveaux emplois, ont connu des développements tangibles sur la période avec des croissances, en moyenne annuelle, de 8.4, 6.1, 5.8% respectivement.

1.4.2. un plan Complémentaire de soutien à la Croissance (PCSC) 2005/2009

Grâce à une conjoncture pétrolière favorable, les autorités ont décidé de mettre en œuvre une politique budgétaire expansionniste visant à soutenir l'investissement public. Un deuxième plan complémentaire a été adopté, qui a doté d'une enveloppe budgétaire de 55 milliards de dollar, à laquelle il faut ajouter quelques 14 milliards destinés au développement des régions des hauts plateaux et du grand Sud.

Chapitre II : l'évolution de l'économie et l'analyse des dépenses publiques en Algérie et au Maroc

Tableau n°02 : Le contenu du programme Complémentaire de soutien de la Croissance 2005-2009 en dollar

Secteur	Montants	Pourcentages(%)
Amélioration des conditions de vie de la population	1908.5	45.5
Développement des infrastructures de base	1703.1	40.5
Soutien au développement économique	337.2	8
Développement et modernisation du service public	203.9	4.8
Développement des nouvelles technologies de communication	50	1.1
Total	4202.7	100

Source:Gov.dz/arabe/media/pdf/textereference/texteEssentiels/progBilan/progcroissance_pdf)

Ces actions visent l'impulsion des activités économique à travers l'ensemble du territoire national et plus particulièrement dans les zones défavorisées et la création d'emplois et la création d'emplois et l'amélioration du pouvoir d'achat. Les critères de sélection des actions et projets retenus sont :

- L'achèvement des opérations en cours de réalisation.
- Réhabilitation des infrastructures.
- Niveau de maturation des projets.
- Disponibilités de moyens et capacités de réalisation notamment nationaux.
- Opérations nouvelles répondant aux objectifs du programme et prêtes à être lancées immédiatement.

1.4.3. plan d'investissement public (PIP) 2010-2014²⁸

Le plan d'investissement durant cette période vise à la réalisation de cinq objectifs principaux à savoir l'amélioration du développement humain, la poursuite du développement des infrastructures de base et l'amélioration du service public, le développement de l'industrie, l'encouragement à la création d'emplois, et le développement de l'économie de la croissance.

Ce programme prévoit de consacrer un montant total de près de 286 Mds USD au développement de nouvelles infrastructures de base à hauteur de 156 Mds USD, et à l'achèvement des projets en cours pour 130 mds USD. Sa répartition est retracée dans le tableau suivant :

²⁸ Ministère des finances, « plan de relance économique », 2010-2014.

Chapitre II : l'évolution de l'économie et l'analyse des dépenses publiques en Algérie et au Maroc

Tableau n°03 : Répartition du programme d'investissement public (2010-2014) Mds USD

Secteur	Montant	Pourcentage (%)
Habitat	50	17.54
Travaux publics	42	14.73
Transports	38	13.33
Hydraulique	27	9.47
Education, formation pro et enseignement sup	24	8.42
Agriculture	13	4.56
Locales et sécurité	12	4.21
Santé	8	2.80
Industrie, entreprises publiques et PME	7	2.45
Aménagement du territoire et environnement	7	2.45
Autres	57	20
Total	286	100

Source : Elaboré par les auteurs à partir des données de l'ANDI

Le PIP qui englobe une enveloppe de 286 milliards USD, réserve plus de 40% de ses ressources pour la poursuite du développement des infrastructures de base et l'amélioration du service public, et 10% de ses ressources à l'appui au développement de l'économie nationale. Le reste est réparti sur l'ensemble des secteurs économiques pour offrir au pays la base infrastructurelle qui lui manquait et qui constituait une faiblesse pour l'attractivité des investisseurs étrangers.

En conclu, le compte tenu de la situation économique qui a précédé la mise en œuvre du programme de soutien à la relance économique, notamment en matière de taux de croissance économique et le chômage, on peut dire que ces divers plans de dépenses publiques ont contribué à la reprise de l'activité économique de l'Algérie, et à rétablir la stabilité économique et financière appuyées par une conjoncture pétrolière favorable.

Par ailleurs, nous pouvons souligner que le problème de l'économie algérienne, en premier degré, est un problème d'offre, où l'outil productif est inefficace et statique, donc l'augmentation des dépenses publiques devrait être orientée dorénavant, sur la mise à niveau de l'industrie et le soutien à la création d'entreprises productives pour que ces efforts n'engendrent pas uniquement une augmentation des importations, mais arriver à leur substituer une production nationale compétitive.

1.5. la période allant de 2014 à 2016

Selon les indicateurs trimestriels de l'évolution du produit intérieur brut algérien, les prix du baril du pétrole, depuis juin 2014, n'ont pas trop affecté sa croissance qui

Chapitre II : l'évolution de l'économie et l'analyse des dépenses publiques en Algérie et au Maroc

continue de s'afficher près de la moyenne de l'année dernière, laquelle est tout juste au-dessus de celle des quinze dernières années.

La chute drastique des prix du pétrole, a indiqué l'office national des statistiques, si elle a ralenti un peu la croissance du secteur des hydrocarbures, n'a pas affecté négativement le reste de l'économie qui affiche plutôt une bonne santé avec une croissance de l'ordre de 5%, largement au-dessus du taux enregistré à la même période de l'année 2014 avec 4.6%. Globalement, la valeur nominale du PIB au troisième trimestre de 2015 a atteint 4155,2 milliards de dinars contre 4334,3 milliards de dinars à la même période de 2014²⁹.

Cette décroissance, est due à la baisse de la valeur ajoutée des hydrocarbures qui est passée de 1197,4 à 794,7 milliards de dinars. Or, la sphère réelle, c'est-à-dire la production en dehors des taxes, des droits de douanes et des services financiers et immobiliers, a enregistré une croissance de 3% pour s'établir à 3144 milliards de dinars. Et, hors hydrocarbures, les indicateurs sont bien meilleurs avec une croissance de 5%³⁰.

Ainsi, la Banque mondiale « BM » a indiqué dans son rapport semestriel sur les perspectives économiques mondiales, la croissance du PIB en Algérie va rebondir en 2016 pour une progression de 3,9% en 2015, malgré la baisse des cours de pétrole. Pour 2016 et 2017, la Banque mondiale a maintenu ses projections de croissance pour l'Algérie anticipées en juin 2015 et a revu légèrement à la hausse la croissance de 2015 de +0,2%. Le taux de chômage en Algérie restera quant à lui stable, au même niveau que celui enregistré en 2010, selon l'institution de Brettons-Wood. De son côté, le FMI confirme que les cours du pétrole, qui ont perdu plus de 70% de leur valeur depuis juin 2014, devraient « rester durablement bas ». Le Directeur Général de cette institution annonce, en revanche, un léger redressement des prix en 2019.

2. l'évolution de l'économie marocaine

L'évolution de l'économie marocaine est passé par deux phases importante La première consiste à une politique économique mise en œuvre durant la période planifiée basée sur un système centralisé où l'Etat qui domine, et la seconde porte la transition vers l'économie de marché caractérisé par un programme d'ajustement structurel « pas ».

²⁹ Mehabil ftma-zohra, Mouhoubi meriem, « le système financier et la croissance économique : approche comparative entre l'Algérie et le Maroc », université de Bejaia, 2016, p38.

³⁰ Ibid.

Chapitre II : l'évolution de l'économie et l'analyse des dépenses publiques en Algérie et au Maroc

2.1. l'économie marocaine durant la période de l'économie planifiée³¹

2.1.1. la période de l'indépendance à 1972 : la mise en œuvre des plans

Le Maroc a arrêté, depuis son indépendance, des objectifs visant la réalisation d'une croissance économique suffisante et soutenue en vue d'améliorer le niveau de vie de la population. C'est ce qui ressort de la plupart des plans de développement économique et social établis depuis 1960. Ces plans mettaient l'accent sur des priorités quasi constantes au profit des secteurs de l'agriculture, de l'industrie de base, du tourisme ainsi des ressources humaines.

Ainsi, le premier plan de (1960-1964) projetait le développement de l'agriculture et la mise en place d'une industrie de base grâce à l'intervention de l'Etat en vue de consolider l'indépendance économique du pays et de valoriser ses ressources nationales. Toutefois, cette politique n'a pu être concrétisée en totalité et certains projets ont été annulés ou reportés en raison notamment des contraintes financières. C'est pourquoi le plan triennal (1965-1967) a par la suite, mis l'accent davantage sur le secteur privé pour développer les investissements et opté pour le libéralisme économique. Mais ce plan a été retourné à l'échec d'où l'élaboration d'un 2^{ème} plan quinquennal (1968-1972) qui consistait essentiellement à faire appel à l'investissement public étranger (Etats et organismes financiers) qui détenaient et contrôlaient l'ensemble des biens et services marocains.

2.1.2. période allant de 1972 et 1982 : le modèle de substitution des importations et la promotion des exportations

Cette période a été caractérisée par un fort interventionnisme de l'Etat visant deux objectifs principaux, l'import substitution et la promotion des exportations. Le premier axe d'intervention a été marqué par des investissements publics directs (SUCRERIES, SOMACA, CIH, BNDE, ONI, etc.) associés à un système de protection de l'industrie marocaine naissante. Trois listes (A, B et C) de biens et de matériaux à importer ont été imposées en vue de limiter les importations surtout des biens qui pourraient concurrencer les produits nationaux. Le second axe a été couplé à la promotion des exportations. Encouragé par la hausse des prix des phosphates en 1974, L'Etat est intervenu en tant que promoteur et entrepreneur notamment, pour la réalisation d'importants projets dans divers secteurs (cimentier, industrie chimique, etc.)

Le Maroc a opté pour des stratégies visant la promotion des exportations (le plan quinquennal 1973-1977). Il souhaitait par là relancer la croissance économique par une contribution plus importante de la demande extérieure. Or, l'analyse des résultats réalisés par l'économie nationale montre que cet objectif n'a pas été atteint. La part des

³¹ Ministère de l'économie et des finances du Maroc.

Chapitre II : l'évolution de l'économie et l'analyse des dépenses publiques en Algérie et au Maroc

exportations de biens et services dans le PIB est restée pratiquement au même niveau que celui des années 60 soit 23,6%.

2.2 la transition vers l'économie de marché

2.2.1 . la période allant de 1983 à 1990 : la mise en œuvre d'un « PAS »

Au début des années 1980, les principaux indicateurs économiques ont témoigné d'une grave détérioration de la situation économique du pays. La dette extérieure a progressé de plus de six fois entre 1975 et 1982 pour atteindre plus de 83% du PIB. L'économie marocaine a subi le contre coût de nombreux facteurs : deuxième choc pétrolier, baisse des prix du phosphate, hausse du dollar et des taux d'intérêt, sans oublier la sécheresse sévère qui a marqué l'année 1981.

Pour faire face à cette situation, le gouvernement a mis en place un programme d'ajustement structurel « PAS ». C'est ainsi qu'un ensemble de mesures de stabilisation et d'ajustement ont été élaborées par le gouvernement et appuyées par une série d'accords de confirmation avec le FMI et de prêts d'ajustements sectoriel de la Banque Mondiale. Dans ce cadre, diverses réformes structurelles ont été lancées depuis 1983. Elles ont touché l'ensemble des aspects de l'économie, notamment le commerce extérieur, les dépenses budgétaires, la fiscalité, les investissements étrangers, la privatisation.

2.2.2. la période allant de 1990 à 1999 : la dépendance de la relance de la croissance économique des aléas climatiques

En dépit des multiples réformes structurelles et sectorielles mises en œuvre, l'économie marocaine n'a enregistré qu'un taux de croissance de 2,4% en moyenne annuelle entre 1990 et 1999 contre 3,8% entre 1980 et 1989. En égard aux exigences du développement économique et social, ce rythme de croissance économique reste insuffisant. Il aurait pu être plus important, étant donnée l'ampleur des réformes engagées, s'il n'avait pas été ralenti par la fréquence des sécheresses au cours des années 90. Ainsi, l'économie reste vulnérable aux aléas climatiques en raison notamment du rôle stratégique joué par le secteur agricole dans la croissance économique du pays.

Toutefois, depuis 1996, l'impact de la sécheresse sur l'activité économique autre que l'agriculture est de plus en plus limité. En effet, le rythme de croissance du PIB hors agriculture ne s'est jamais situé en deçà de 3% même lors des années de sécheresse.

L'accroissement moyen annuel du PIB nominal de 5,9% entre 1990 et 1999 trouve son origine notamment dans l'évolution de la consommation intérieure et de la formation brute du capital fixe « FBCF ». La consommation des ménages a été le

Chapitre II : l'évolution de l'économie et l'analyse des dépenses publiques en Algérie et au Maroc

principal déterminant de la croissance nominale sur la période 1990-1 999 puisque sa contribution s'est établie en moyenne annuelle à près de 4%.

2.2.3. la période allant de 2000 à 2001 : le ralentissement de la croissance à cause de la crise financière

L'économie marocaine est bien diversifiée, avec notamment les plus grandes réserves de phosphate au monde, une importante industrie touristique, et un secteur de la fabrication en croissance. L'agriculture joue encore un rôle majeur, fournissant environ 20% du PIB et employant approximativement 40% de la main-d'œuvre.

Durant la période 2000-2009, le Maroc a enregistré un déficit budgétaire hors recettes de privatisation 3,7% du PIB, tandis que le taux de l'inflation a atteint 2% alors que le solde du compte courant de la balance des paiements a enregistré un excédent de 1,1% du PIB, et la dette du trésor s'est établie à environ 60% du PIB. La croissance du PIB non agricole a gagné environ 1 point de pourcentage par rapport à la performance de la décennie précédent.

Dans un contexte de crise financière internationales, la croissance du PIB du Maroc a atteint 5,6%, en partie due à la chute des exportations vers l'Europe, son plus grand partenaire commercial, et du recul du tourisme, des envois de fonds et des investissements directs étrangers « IDE » en raison de la crise financière.

L'année 2009, montrent que l'économie n'a été que modérément touchée par les effets du ralentissement économique global ressentis tard en 2008. La croissance économique a ralenti à 3,7% durant le premier trimestre 2009 mais à rebondi à 5,4% le deuxième trimestre et ensuite à 5,6% Le troisième trimestre. Cette dynamique de croissance est principalement due à une bonne moindre mesure, à une reprise modérée de la demande extérieure pour certains produits manufacturés et le tourisme.

Le Maroc a ainsi enregistré une croissance moyenne de 4,9%, soit presque deux fois le taux moyen des années 90 soit de 2,5% sur la période 2004-2011, malgré un environnement peu favorable, marqué par une sécheresse aigue, en 2007, et un ralentissement économique global, en 2008. Alors 2011, et malgré la crise, le taux de croissance du PIB s'est situé à hauteur de 5,0%, contre 3,7% en 2010 et 4,8% en 2010 et 4,8% en 2009, reflétant ainsi une moindre volatilité de l'économie grâce à la bonne tenue des secteurs secondaire (industries, bâtiments et travaux publics, transport et télécommunications) et tertiaire (banque et assurances, autres services), qui deviennent progressivement les principaux moteurs de la croissance.

Chapitre II : l'évolution de l'économie et l'analyse des dépenses publiques en Algérie et au Maroc

2.2.4. la période allant de 2012 à 2016 : l'accélération de la croissance grâce au secteur agricole³²

L'économie marocain a consolidé sa croissance en 2013 avec un PIB en progression de 4.7% après + 2.7% en 2012, et ce dans un contexte de ralentissement de la croissance mondiale. Cette performance est imputable en particulier à la bonne vitalité de l'agriculture, car les activités non agricoles sont pour leurs parts restées peu dynamiques par rapport à 2012.

Par ailleurs, le Maroc a continué de pratiqué une gestion macroéconomique et budgétaire saine en 2013. Grâce à une politique monétaire prudente, l'inflation a atteint 1.9%, le déficit courant a été réduit à 7.2% du PIB, contre 10% en 2012. Le déficit budgétaire a néanmoins atteint 5.3% du PIB. A cet égard, le gouvernement a engagé des mesures correctives pour améliorer le recouvrement des recettes et revoir à baisse l'investissement public en 2014.

Dans l'ensemble, la performance du Maroc est encourageante, le pays ayant su profiter de sa stabilité politique et sociale. Le climat des affaires s'est amélioré et le pays a gagné 8 places dans le classement annuel Doing Business, passant de la 95^e à la place d'une année sur l'autre. En outre, l'année 2013 a été marquée par l'amélioration des revenus du tourisme +2%, des transferts des marocains résidents à l'étranger, et par une hausse significative des investissements directs étrangers +2%.

Malgré ces bonnes performances et l'amélioration de la situation économique dans son ensemble, le Maroc n'a pas pu répondre au défi posé le chômage des jeunes (15-24 ans), qui s'est élevé à 19.1% en 2013. Pour l'année 2014, le Maroc va continuer de mettre en œuvre son programme de réformes (subventions, fiscalité, retraite, protection sociale et système budgétaire), avec un double objectif : améliorer l'efficacité des finances publiques et soutenir le développement d'un modèle de croissance inclusif porté par le secteur privé, qui soit créateur d'emplois pour les jeunes.

L'économie marocaine reste particulièrement dépendante du secteur agricole. Après avoir enregistré un taux de croissance proche de 4.5% en 2015, la croissance marocaine diminuerait en 2016. L'année 2015 a été particulièrement marquée par les bonnes performances du secteur agricole dont le taux de croissance approchait les 13%. Aussi bien la croissance hors agriculture serait en hausse, les résultats de l'économie marocaine en 2016 pourrait être moindre en raison d'une campagne agricole en baisse. La croissance non agricole devrait être attribuable au raffermissement des secteurs télécommunication et des services de santé ainsi que de la consolidation des performances du secteur automobile et BTP.

³² Banque africaine de développement, « Maroc : document de stratégie pays 2012-2016 », p02.

Chapitre II : l'évolution de l'économie et l'analyse des dépenses publiques en Algérie et au Maroc

Section 2 : analyse des dépenses publiques en Algérie et au Maroc

Depuis l'indépendance en 1962, la politique de l'Algérie consistait surtout à recourir aux dépenses publiques pour développer l'économie et créer des emplois pour sa population en pleine croissance.

Cependant, la volatilité des prix pétrolier a donné lieu à des résultats budgétaires contrastés très volatile et à une situation budgétaire fortement pro-cyclique. Cela est dû principalement aux fluctuations des dépenses publiques.

Pour cela, l'évolution de la dépense publique après l'indépendance est fortement influencée par l'évolution de l'économie nationale.

1. l'évolution des dépenses publiques en Algérie

Depuis l'indépendance, les dépenses publiques a été ponctué par de nombreuses réformes.

1.2. la période de 1963-1973

Durant cette période le pays renaissait à peine du colonialisme ; tout était à reconstruire, à commencé par l'économie c'est dans le contexte que le choix économique qui a porté sur l'option de l'économie dirigée s'est renforcée et a été consolidé par une nouvelle organisation qui résidait en la mise en place des plans économiques dont le premier plan (le pré plan triennal en 1967).

1.3. la période de 1974-1989

Durant la période allant de 1974 à 1989, le budget global des dépenses a enregistré une augmentation constante, même chose pour l'augmentation du budget des dépenses de fonctionnement ainsi que celui d'équipement. Ainsi ; que le volume du budget des dépenses de fonctionnement reste durant la période supérieur à celui d'équipement. Sauf qu'en 1986 il y'avait un recul de ces budgets. Ceci étant en rapport direct avec le crash pétrolier de cette année et le malaise économique mondial qui s'est suivi.

1.4. la période 1990-1999

Parmi les objectifs tracés par le (PAS), il y a la nécessité de tendre vers une plus grande maîtrise des dépenses publiques, c'est une discipline budgétaire plus sévère imposant un contrôle plus rigoureux du « train de vie » de l'Etat. En plus durant cette période qui a suivi les réformes le budget des dépenses continue à enregistrer une constante augmentation.

Chapitre II : l'évolution de l'économie et l'analyse des dépenses publiques en Algérie et au Maroc

1.5. la période 2000-2004

Sur la période 2000-2004, les dépenses budgétaires totales ont progressé de 55,6 % pour s'élever à 1832,5 milliards de dinars en 2004 contre 1178,1 milliards de dinars en 2000. Les dépenses courantes ont augmenté de 44,5 % alors que les dépenses en capital ont progressé de 84 % (celles-ci sont multipliées par trois entre 1999 et 2004). Ces évolutions, notamment les dépenses en capital, indiquent l'ampleur de l'impulsion budgétaire à l'activité économique et au soutien à la croissance qui sont contenues dans le Programme de soutien à la relance économique, dans le programme de développement agricole et le programme de reconstruction des infrastructures détruites par le séisme de 2003³³.

1.6. la période 2005-2009

En 2009, les dépenses budgétaires totales s'établissent à 4 214,4 milliards de dinars contre 4 191 milliards de dinars en 2008, soit une quasi stabilisation contre une hausse de 34,8 % en 2008. Entre 2005 et 2009, elles se sont accrues de 105,4 %, passant de 2 052 milliards de dinars à 4 214,4 milliards de dinars. Sur la même période, l'augmentation des dépenses totales résulte pour 48,5 % de celle des dépenses courantes et pour 51,5 % de celle des dépenses d'investissement. En revanche, pour l'année 2009, les dépenses en capital étant en baisse de 2,7 %, le taux de croissance des dépenses courantes est plus élevé que celui des dépenses d'investissement.

Entre 2004 et 2007, l'effort budgétaire consenti pour la relance de l'activité économique à travers les différents programmes de dépenses publiques s'était traduit par un accroissement plus rapide des dépenses d'investissement que des dépenses courantes.

En 2008 et 2009, cette tendance s'est modifiée puisque les dépenses courantes ont progressé respectivement de 543,8 et 75,8 milliards de dinars, alors que les dépenses en capital se sont accrues de 538,7 milliards de dinars en 2008 suivies d'une contraction de 52,4 milliards de dinars en 2009³⁴.

1.7. la période 2011-2015

En 2015, les dépenses budgétaires totales s'établissent à 7 656,3 milliards de dinars contre 6 995,7 milliards de dinars en 2014, soit une hausse de 9,4 % après celle, encore plus élevée de 2014 (16,1 %), contre une baisse de 14,6 % en 2013. Les dépenses en capital ont concouru pour plus de 81 % à cette augmentation des dépenses totales.

³³ Rapport annuel de la banque d'Algérie, « finance publique chapitre IV », 2000-2004, p 67-68.

³⁴ Rapport annuel de la banque d'Algérie, « finance publique chapitre V », 2005-2009, p92.

Chapitre II : l'évolution de l'économie et l'analyse des dépenses publiques en Algérie et au Maroc

Les dépenses de fonctionnement et d'équipement ont été budgétisées respectivement à 4 972,3 milliards de dinars et 3 885,8 milliards de dinars dans la loi de finances de 2015. Les dépenses de fonctionnement décaissées ont été consommées à hauteur de 92,9 % et les dépenses en capital à hauteur de 78,2 %. Après avoir diminué en 2013 de 13,6 %, les dépenses courantes sont reparties à la hausse en 2014 (+8,8 %) et ont continué de croître, quoique plus modérément, en 2015 (+2,7 %), pour atteindre 4 617 milliards de dinars. Contrairement à l'année 2014, cette augmentation des dépenses courantes (+122,7 milliards de dinars) résulte totalement de celle des dépenses de personnel, en situation de léger recul des transferts courants (-68,2 milliards de dinars), y compris les services de l'administration.

Quant aux dépenses d'équipement, elles suivent, depuis 2011, la même tendance à la hausse que les dépenses courantes, à l'exception de l'année 2013, mais à un rythme beaucoup plus élevé. En effet, après avoir diminué en 2013, elles sont reparties à la hausse en 2014 (32,2 %) et ont poursuivi leur augmentation en 2015, au rythme de 21,5 %, pour atteindre 3 039,3 milliards de dinars, soit 18,3 % du PIB contre 14,5 % en 2014 et 11,4 % en 2013³⁵.

2. évolution de la dépense publique au Maroc

2.1. la période 1985-2009

La politique budgétaire menée au cours des deux dernières années est en phase avec la volonté des pouvoirs publics de créer les conditions propices d'un rétablissement progressif des équilibres macroéconomiques. Cette politique vise à préserver la soutenabilité des finances publiques, sans pour autant mettre en péril le financement du développement économique et social. Pour ce faire, elle s'est assignée comme priorité la constitution de marges de manœuvre budgétaires, aussi bien au niveau des recettes qu'au niveau des dépenses.

2.2. la période de 2010-2015 ³⁶

En 2010, les dépenses des administrations publiques consolidées s'élèvent à 1094,5 Md€, soit 56,6 % du PIB. Elles se composent pour 45,3 % de prestations sociales, pour 5,6 % d'investissements, pour 10,1 % de subventions diverses et pour 4,3 % des intérêts de la dette publique. Les dépenses de fonctionnement (masse salariale publique et consommations intermédiaires) représentent 34,7 % du total.

La lecture chiffrée de l'évolution des finances publiques fait état de la poursuite de la consolidation budgétaire, comme en témoigne la dynamique des recettes et la maîtrise

³⁵ Rapport annuel de la banque d'Algérie, « finance publique chapitre V », 2011-2015, pp59-60.

³⁶ Rapport annuel de la banque du Maroc, « finance publique chapitre IIV », 2010-2015, pp70.

Chapitre II : l'évolution de l'économie et l'analyse des dépenses publiques en Algérie et au Maroc

des dépenses. Les dépenses publiques ont été maîtrisées grâce à la réduction de la charge de compensation et à la mise en œuvre du système d'indexation partielle des prix de certains produits énergétiques à partir de septembre 2013. Ainsi, les dépenses ordinaires se sont établies à 209,5 milliards de dirhams en 2013, réalisant un taux d'exécution de 99,5% par rapport aux prévisions initiales. Elles ont enregistré un repli de 2,8% par rapport à 2012, traduisant un effort de maîtrise comparativement à la hausse moyenne enregistrée sur la période 2005-2012, soit 9.9%.

Conclusion

Le système financier et économique de l'Algérie et le Maroc depuis l'indépendance à nos jours a connu des grandes mutations. Les deux pays eux essayés de reconstituer leur système par des étapes qui sont favorables pour les uns et défavorables pour les autres.

On peut dire que la dépense publique constitue le principal moyen d'intervention de l'Etat dans la vie économique et sociale. Elle sert à la fois d'instrument de stabilisation macro-économique sur le court et moyen terme.

Chapitre III

Analyse empirique de l'effet des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie et au Maroc

Chapitre III : analyse empirique de l'effet des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie et en Maroc

Introduction

L'objectif de ce chapitre est d'effectuer une analyse empirique sur la variation des indicateurs choisis ; et savoir comment les dépenses publiques ont une influence sur la croissance économique en Algérie et au Maroc.

Dans ce chapitre nous présenterons les données et les méthodes utilisées dans cette étude empirique. Nous disposons de deux séries annuelles évoluant de 1985-2015 en Algérie et au Maroc qui sont : produit intérieur brut(PIB en dollars), les dépenses publiques(DP en dollars).

La modélisation économétrique classique à plusieurs équations structurelles, a connu beaucoup de critiques et de défaillance face à un environnement économique très perturbé, des critiques concernant principalement la simultanéité des relations et la notion de variable exogène.

Les économètres sont arrivés à élaborer les modèles VAR qui apportent une réponse statistique à l'ensemble des critiques. La modélisation VAR a deux avantages : elle donne des modèles non seulement descriptifs mais aussi explicatifs des phénomènes à étudier, et permet d'analyser les effets de la politique économique, cela à travers des simulations de chocs aléatoires (innovations). Cependant, cette analyse s'effectue en postulant la constante de l'environnement économique « toutes chocs étant par ailleurs ».

Nous présentons ce chapitre en deux sections : la première sera consacrée à l'analyse empirique de la relation des dépenses publiques et la croissance économique en Algérie. La deuxième sera centrée sur l'étude empirique des variables de Maroc.

Section 1 : Analyse empirique de la relation des dépenses publiques et la croissance économique en Algérie.

I. présentation des variables :

Le choix des variables dans notre étude s'est fait par rapport au but de notre thème c'est-à-dire l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie et Maroc durant la période allant de 1985 à 2015.

En effet notre choix est porté sur deux variables économiques qui représentent la structure macro-économique de l'Algérie et le Maroc, et ce choix se justifie par :

PIB : le produit intérieur brut, retenue pour mesurer la croissance économique et d'évaluer le rôle des dépenses productives sur la croissance économique, nous le prenons en millions de dollars.

DP : les dépenses publiques, leur but est de satisfaire les besoins des citoyens et augmenter la production, et vu qu'elles sont l'outil privilégié utilisé par l'Algérie et

Chapitre III : analyse empirique de l'effet des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie et en Maroc

Maroc dans le but de la relance économique depuis toujours, cette variable est prise afin d'étudier son impact sur la croissance économique, en millions de dollars.

1-Analyse uni-varie des variables

Avant de procéder à une analyse empirique des deux séries temporelles, il est utile de commencer par une analyse graphique puisqu'elle nous donne, une idée sur les propriétés statistiques de deux variables.

1. Analyse graphique :

Dans cette analyse nous allons étudier l'évolution graphique des deux séries a fin d'avoir une idée sur leur tendances générales.

- **Série du produit intérieur brut(PIB en dollars)**

La figure ci-dessous illustre l'évolution du produit intérieur brut(PIB) en Algérie de 1985 à 2015.

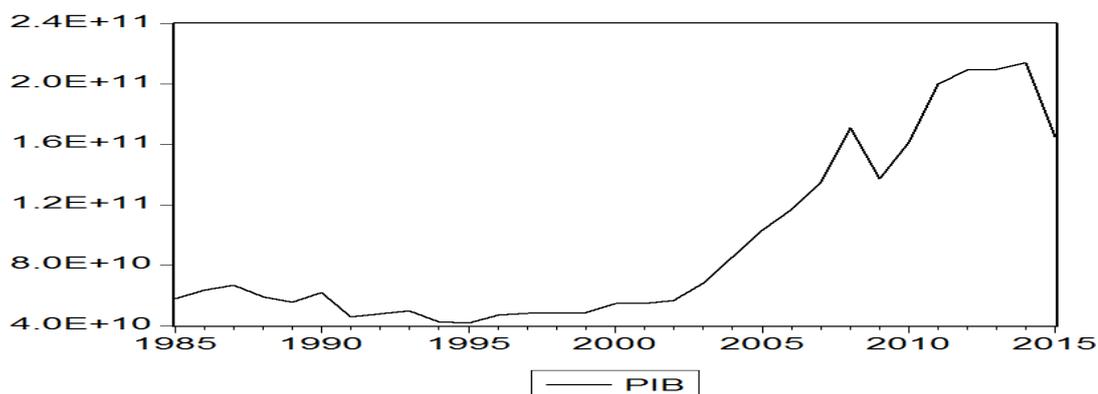


Figure N°02 : Evolution du PIB réel.

Source : Elaboré par nous même à partir du logiciel Eviews4.

D'après le graph en remarque des fluctuations durant toute la période de 1985 jusqu'à 2000. Au début des années 2000 le PIB de l'Algérie connaît une évolution rapide avec un seul recul en 2009 cela est dû à l'engagement des réformes structurelles. Quand à la période (2000-2007) la croissance du PIB a enregistré une forte augmentation, ceci a été le résultat du lancement de premier programme de développement (PSCE) qui est un vaste programme d'investissement public touchant pratiquement tous les secteurs d'activité. Quand à la période (2010-2014) le PIB augmente d'une façon très faible d'une année à l'autre avec une variation positive plus au moins considérable. En 2015, le PIB a connu une forte chute dû à l'économie de marché dont les résultats dépendent des

Chapitre III : analyse empirique de l'effet des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie et en Maroc

mutations actuelles et futures de l'économie mondiale dans le contexte du libre-échange et de la mondialisation.

Cependant, le graph de la série produit intérieur brut(PIB), nous permet de dire que cette série n'est pas stationnaire car elle possède une fluctuation.

- **La série des dépenses publiques (DP en dollars)**

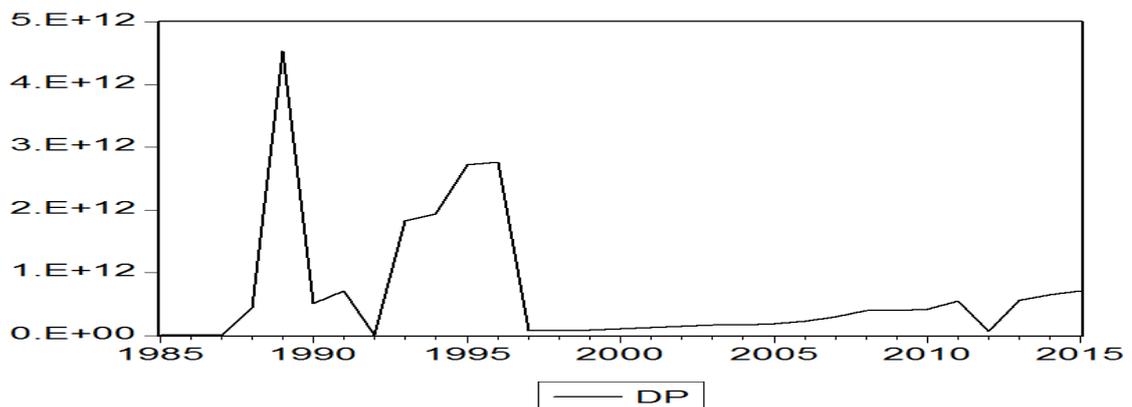


Figure N°03 : Evolution des dépenses publiques en Algérie de 1985 à 2015.

Source : Elaboré par nous même à partir de logiciel Eviews4.

L'analyse du graph ci-dessus montre que de la période 1986-1988 qui constitue une forte augmentation de budget global des dépenses publiques, quand à la période 1988-1990 une chute des dépenses car le crash pétrolier de 1986 et le malaise économique mondial. Pendant la période 1990-1997 en remarque des fluctuations cela est dû au plan d'ajustement structural, par contre les dépenses ont connus durant la période de 2000-2011 une faible augmentation suite au plan de stabilisation conjoncturelle (2000 à 2004). L'Algérie a connue une forte baisse du prix de pétrole (crise) pendant l'année 2011-2012, et a partir de 2013 en constate une reprise de la croissance des dépenses, ce qui nous mène à constater que cette série n'est pas stationnaire car elle possède une fluctuation.

Chapitre III : analyse empirique de l'effet des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie et en Maroc

1.2. estimation par le modèle de régression simple

Tableau N°04 : Estimation du modèle

Dependent Variable: LPIB				
Method: Least Squares				
Date: 05/17/17 Time: 12:20				
Sample: 1985 2015				
Included observations: 31				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	24.32551	1.177635	20.65624	0.0000
LDP	0.030076	0.045278	0.664247	0.5118
R-squared	0.014987	Meandependent var		25.10478
Adjusted R-squared	-0.018979	S.D. dependent var		0.565687
S.E. of regression	0.571030	Akaike info criterion		1.779590
Sumsquaredresid	9.456171	Schwarz criterion		1.872105
Log likelihood	-25.58364	F-statistic		0.441224
Durbin-Watson stat	0.090590	Prob(F-statistic)		0.511780

Source : Etabli par nous même à l'aide du logiciel Eviews 4.0

L'estimation d'un modèle de régression simple nous donne l'équation suivante :

$$\text{LPIB} = 24.32 + 0.03\text{LDP}$$

(0.66)

$$R^2 = 0.01 \quad \text{DW} = 0.09$$

D'après ces résultats, on constate que la probabilité De LDP est non significative, donc le modèle de régression simple est rejeté.

1.3. etude de la stationnarité des séries

Les tests de stationnarité des séries en deux étapes à savoir : la détermination du nombre de retard et l'application du test de Dickey-Fuller. Ces tests consistent à déterminer la stationnarité des séries et de préciser si le processus non stationnaire est de type DS (differency stationnary) ou TS (trend stationnary).

application de test de Dickey-Fuller

Avant d'appliquer le test de racine unitaire, on doit choisir le nombre de retard « p » qui minimise les critères d'Akaike et Schwarz. Les résultats sont représentés dans le tableau suivant :

Chapitre III : analyse empirique de l'effet des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie et en Maroc

Tableau N°05 : résultats des critères d'AKAIKE et SCHWARZ de la série PIB et DP

		0	1	2	3	4
LPIB	AIC	-1.06	-1.02	-0.97	-1.05	-0.97
	SC	-0.92	-0.83	-0.73	-0.77	-0.63
LDP	AIC	4.42	4.32	3.86	3.92	3.68
	SC	4.56	4.50	4.10	4.21	4.02

Source : Etabli par nous même à l'aide du logiciel Eviews 4.0.

L'AIC nous donne des estimations sans biais et le SC des estimations convergentes, alors on prend le nombre de retard qui nous donne le minimum des deux critères.

A partir de tableau on remarque que le nombre de retard optimal (la plus petite valeur) pour le critère AKAIKE est (P=2), et pour le critère SCHWARZ (P=2), donc pour la série LPIB, on utilise le test (DF) pour P=2, et pour LDP le critère AKAIKE est (P=2), et pour le critère SCHWARZ (P=2), donc pour la série LPIB, on utilise le test (DF) pour P=2. Les résultats sont indiqués dans le tableau suivant :

Tableau N°06: la signification de la tendance³⁷

	LPIB	LDP
Valeur calculée	2.53	0.39
Valeur tabulée de Student au seuil de 5%	2.79	2.79

Source : Etabli par nous même à l'aide du logiciel Eviews 4.0

Notice : Tcal = Les valeurs calculées absolues ;

Ttab = Les valeurs tabulées de Student.

- **test de la tendance :**

$H_0 : B = 0$ si $|Tcal| < |Ttab|$ (tendance non significative)

$H_1 : B \neq 0$ si $|Tcal| > |Ttab|$ (tendance significative)

Dans le tableau présenter ci-dessus, on constate que les variable (LPIB, LDP) leur coefficient de tendance n'est pas significative différent de zéro puisque la statistique associée (2.53, 0.39) est inférieure aux valeurs théorique (2.79) au seuil 5%. Ce qui confirme la présence d'un processus DS.

³⁷ Voir l'annexe 1,2.

Chapitre III : analyse empirique de l'effet des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie et en Maroc

Tableau N°07 : test de la signification de la constante³⁸

	LPIB	LDP
Valeur calculée	0.28	6.74
Valeur tabulée de Student au seuil de 5%	2.54	2.54

Source : Etabli par nous même à l'aide du logiciel Eviews 4.0

- test de signification de la constante au seuil 5%

$H_0 : c = 0$ si $|T_{cal}| < |T_{tab}|$ (la constante n'est pas significative)

$H_1 : c \neq 0$

- D'après le tableau on constate que la série LDP est stationnaire en niveau car la valeur du t- statistique de la constante (6.74) est supérieure à la valeur critique au seuil de 5% (2.54), si $|T_{cal}| > |T_{tab}|$ (la constante significative)
- Pour LPIB on remarque que : $|T_{cal}| < |T_{tab}|$ on accepte H_0 , donc les constantes chroniques ne pas significative.

Tableau N°08 : Application du test de racine unitaire d'ADF³⁹

Modèle 1		LPIB
En niveau	Statistique ADF	0.90
	Les valeurs critiques	-1.95

Source : Etabli par nous même à l'aide du logiciel Eviews 4.0

- test racine unitaire pour M1

$H_0 : \phi = 1$ si $ADF_{cal} > ADF_{tab}$ la série est non stationnaire (existence de racine unitaire)

$H_1 : \phi < 1$ si $ADF_{cal} < ADF_{tab}$ la série est stationnaire

Les résultats obtenus à partir le tableau ci-dessus, marquent que les statistique ADF en niveau sont inférieure aux valeurs critiques au seuil de 5%, cela implique la présence des racines unitaires. Donc les séries LPIB est stationnaires en niveau. Et cela se vérifie à l'aide des corrélogrammes suivant :

³⁸ Voir l'annexe 1.2.

³⁹ Voir l'annexe 1.

Chapitre III : analyse empirique de l'effet des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie et en Maroc

Figure N°05: corrélogramme de la série LPIB

Date: 05/25/17 Time: 14:16						
Sample: 1985 2015						
Included observations: 30						
Autocorrelation	Partial Correlation		AC	PAC	Q-Stat	Prob
. .	. .	1	0.047	0.047	0.0732	0.787
. .	. .	2	0.024	0.022	0.0924	0.955
. ***	. ***	3	0.358	0.357	4.6492	0.199
. .	. .	4	0.046	0.017	4.7259	0.317
. * .	. * .	5	-0.107	-0.138	5.1685	0.396
. * .	. * .	6	0.193	0.085	6.6604	0.353
. .	. .	7	0.020	-0.006	6.6765	0.463
. .	. * .	8	-0.001	0.084	6.6766	0.572
. ** .	. *** .	9	-0.220	-0.367	8.8866	0.448
. * .	. * .	10	-0.102	-0.134	9.3900	0.496
. * .	. * .	11	-0.129	-0.115	10.226	0.510
. ** .	. .	12	-0.199	-0.015	12.337	0.419
. ** .	. * .	13	-0.197	-0.125	14.523	0.338
. * .	. * .	14	-0.094	-0.138	15.059	0.374
. .	. * .	15	-0.046	0.167	15.192	0.438
. * .	. * .	16	-0.172	-0.058	17.229	0.371

Source : Etabli par nous même à l'aide du logiciel Eviews 4.0

D'après la visualisation du corrélogramme de la série LPIB, on remarque que la série est stationnaire en niveau.

Pour la série LDP, on remarque que la série est stationnaire au niveau d'après son corrélogramme, voir l'annexe n°03.

1.4. estimation de modèle VAR :

Le but de cette étape consiste à établir les éventuelles relations qui peuvent exister entre les variables sélectionnées à partir d'une modélisation autorégressive vectorielle (VAR).

- **test de causalité de Granger**

Pour illustrer la notion de causalité au sens de Granger, qui nous donne la relation de causalité entre deux variables, on procède par la proposition de l'hypothèse suivante :

H_0 : Y_2 ne cause pas au sens de Granger Y_1

H_1 : Y_2 cause au sens de Granger Y_1

Chapitre III : analyse empirique de l'effet des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie et en Maroc

Tableau N°09 : La causalité au sens de Granger entre les variables⁴⁰

Les hypothèses	ProbT _{cal}	T _{tab} (5%)
LDP ne cause pas LPIB	0.84	0.05
LPIB ne cause pas LDP	0.83	

Source : Etabli par nous même à l'aide du logiciel Eviews 4.0.

Les résultats de test indiquent qu'il y'a pas de relation de causalité entre les dépenses publiques et le PIB, car $T_{cal} = 0.84 > T_{tab} = 0.05$, alors en accepte H_1 . Cependant le PIB ne cause pas au sens de Granger DP, puisque $T_{cal} = 0.83 > T_{tab} = 0.05$.

- **estimation du modèle VAR⁴¹**

L'équation obtenue de l'estimation du modèle VAR peuvent être résumées sous la forme suivante :

$$LPIB = 1.054246607 * LPIB(-1) - 0.06641710929 * LPIB(-2) - 0.001624144018 * LDP(-1) + 0.007461396647 * LDP(-2) + 0.1847046209$$

$$LDP = 1.213584565 * LPIB(-1) - 0.9432485889 * LPIB(-2) + 0.3395510598 * LDP(-1) - 0.1339869931 * LDP(-2) + 14.03783361$$

Nous obtenons donc un modèle VAR d'ordre 2. Nous remarquons qu'un grand nombre de coefficients associés aux termes retardés sont non significatifs puisque la valeur du t-Student des coefficients est inférieure, en valeurs absolues, à la valeur critique lue dans la table de Student pour un seuil de 5% soit 1,96.

Cependant, dans l'estimation de modèle VAR, l'équation de LPIB représentée ci-dessus indique que les coefficients de toutes les variables sont non significatives et le coefficient de détermination R^2 de l'équation du LPIB est de 94% donc la qualité d'ajustement est bonne.

- **validation de modèle VAR⁴²**

La validation de notre modèle se fera par l'analyse des tests d'auto corrélation des erreurs et le test d'hétéroscédasticité.

⁴⁰ Voir l'annexe 4.

⁴¹ Voir l'annexe 5.6.

⁴² Voir l'annexe 7.8.

Chapitre III : analyse empirique de l'effet des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie et en Maroc

test d'auto corrélation des erreurs

Nous allons utiliser le test d'autocorrélation LM, qui fait l'objet de tester le caractère non autocorrélation des erreurs. L'hypothèse nulle est qu'il y a absence d'autocorrélation contre l'hypothèse alternative d'existence d'autocorrélation. Les résultats du test sont représenté dans le tableau suivant :

TableauN°10 : Test d'auto corrélation des erreurs

Sample	1985-2015	
Included observation	29	
Logs	LM-stat	Prob
2	4.13	0.38

Source : Etabli par nous même à l'aide du logiciel Eviews 4.0.

D'après le tableau suivant, pour le nombre de retard de 2, la probabilité LM-stat est égal à $0.38 > 0.05$, ces résidus ne sont pas donc auto corrélés. L'hypothèse d'autocorrélation des résidus est vérifiée.

test d'hétéroscédasticité

L'une des hypothèses clés des modèles linéaires est l'hypothèse d'homoscédasticité, c'est-à-dire, les résidus (termes d'erreurs) du modèle ont la même variance. A ce niveau, on vérifie si les erreurs conservent une variance constante tout au long de la période.

TableauN°11 : Test d'hétéroscédasticité

Sample	1985-2015	
Included observation	29	
Chi-ps	DF	Prob
51.36	42	0.15

Source : Etabli par nous même à l'aide du logiciel Eviews 4.0.

On constate que la valeur de la probabilité est égale à $0.15 > 0.05$, donc il y a une absence d'hétéroscédasticité, les résidus sont homoscédastiques.

Chapitre III : analyse empirique de l'effet des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie et en Maroc

- ***la décomposition de la variance***⁴³

Cette étude consiste à calculer la contribution de chacune des innovations à la variance de l'erreur en pourcentage. Quand une innovation explique une part importante de la variance de l'erreur de prévision, nous en déduisons que l'économie étudiée est très sensible aux chocs affectant cette série.

Selon l'annexe N°9, les résultats relatifs à l'étude de la décomposition de la variance indiquent qu'à la première année, la variance de l'erreur de prévision du LPIB, est due à 100% à ses propres innovations et l'innovation de variable explicative n'a aucun effet au cours de la première année.

De la deuxième jusqu'à la dernière année, la variation de l'erreur de prévision est due d'une grande part de l'innovation du LPIB d'une manière décroissante au fil du temps pour atteindre une influence de 99.97% au bout de la deuxième période, l'incidence des innovations de LDP est croissante atteindre de taux de 75% au bout de la dernière année de prévision.

- ***cercle de racine unitaire***⁴⁴

La construction du cercle unitaire montre que tous les points se trouvent à l'intérieur du cercle, ce qui signifie bien que le modèle est stationnaire (modèle en général) et que le modèle VAR est validé.

Section 2 : Analyse empirique de la relation des dépenses publiques et la croissance économique en Maroc.

Cette section est basée sur la présentation des variables à utiliser dans notre modèle une analyse descriptive, en traçant des graphiques pour chacun de notre variables, afin de le mieux comprendre.

⁴³ Voir l'annexe9.

⁴⁴ Voir l'annexe10.

Chapitre III : analyse empirique de l'effet des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie et en Maroc

1. Analyse graphique :

- **Série du produit intérieur brut(PIB)**

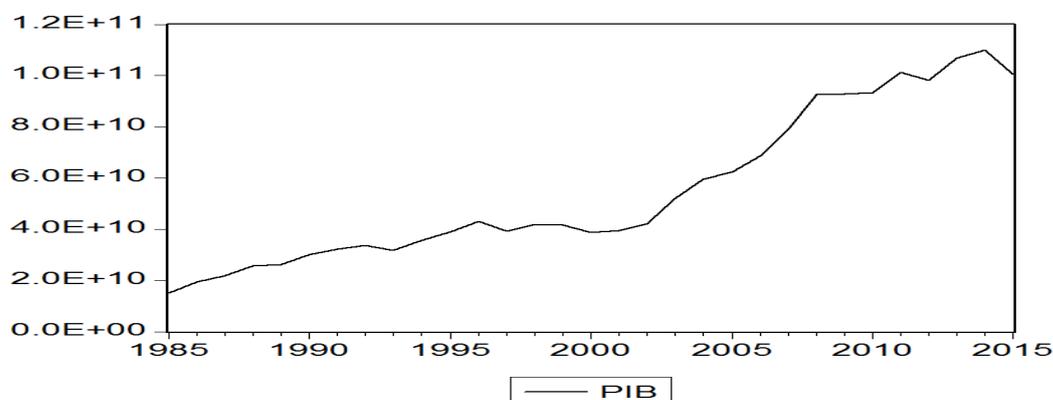
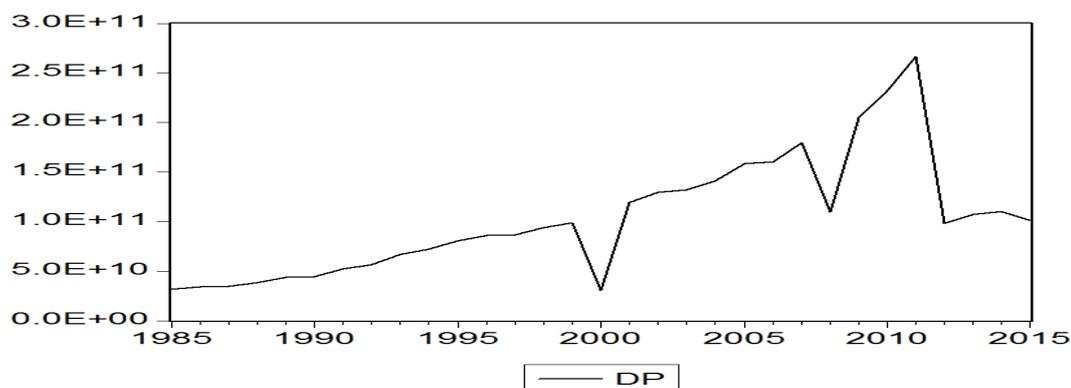


Figure N°06: Evolution du PIB réel.

Source : Elaboré par nous même à partir de logiciel Eviews4.

A partir de graph ci-dessus, on peut remarquer que la croissance économique a une tendance à la hausse durant la période 1985-2015. De 1985-2000 on remarque que le PIB augmente d'une façon faible d'une année à l'autre cela dû à des multiples réformes structurelles et sectorielles mises en œuvre, la croissance du PIB a enregistré une forte augmentation durant la période 2000-2007 a enregistré un déficit budgétaire hors recettes de privatisation 3,7% du PIB. En 2007, on constate un ralentissement économique global, de 2008 à 2015 la croissance économique a connue des fluctuations durant toute la période précédente qui dû à une moindre volatilité de l'économie grâce à la bonne tenue des secteurs secondaire et tertiaire. Ce qui nous mène à constater que cette série n'est pas stationnaire car elle possède une tendance.

- **La série des dépenses publiques (DP) :**



Chapitre III : analyse empirique de l'effet des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie et en Maroc

Figure N°07 : Evolution des dépenses publiques en Algérie de 1985 à 2015.

Source : Elaboré par nous même à partir de logiciel Eviews4.

D'après le graph en remarque que les dépenses a en registrée une faible augmentation durant la période 1985-1999 qui dû à un rétablissement progressif des équilibres macroéconomiques. Quand à la période 2000-2012 on constate des fluctuations importantes. Les dépenses publiques ont été maîtrisées grâce à la réduction de la charge de compensation et à la mise en œuvre du système d'indexation partielle des prix de certains produits énergétiques à partir de septembre 2013. Ce qui nous mène à constater que cette série n'est pas stationnaire car elle possède une fluctuation.

2. estimation par le modèle de régression simple

Tableau N°13: Estimation du modèle

Dependent Variable: LPIB				
Method: Least Squares				
Date: 05/29/17 Time: 13:36				
Sample: 1985 2015				
Included observations: 31				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
C	5.862934	2.499946	2.345225	0.0261
LDP	0.743434	0.099212	7.493387	0.0000
R-squared	0.659428	Mean dependent var		24.59072
Adjusted R-squared	0.647684	S.D. dependent var		0.556513
S.E. of regression	0.330325	Akaike info criterion		0.684861
Sum squared resid	3.164323	Schwarz criterion		0.777377
Log likelihood	-8.615349	F-statistic		56.15084
Durbin-Watson stat	0.906130	Prob(F-statistic)		0.000000

Source : Etabli par nous même à l'aide du logiciel Eviews 4.0.

L'estimation d'un modèle de régression simple nous donne l'équation suivante :
 $LPIB = 5.86 + 0,74 LDP$

(7.49)

$R^2 = 0.65$ $DW = 0.90$

D'après ces résultats, on constate que le LPIB est expliqué à 65% par la variable explicatif telle que l'indique le coefficient de détermination R^2 , donc la qualité d'ajustement est bonne.

• *test de l'indépendance des résidus :*

D'après la figure ci-dessous, la statistique Box-Pierce(Q-S) est non significative puisque $Q-STAT = 17.856 < Chi\text{-deux tabulée} = 50.892$ (au seuil de 1% et $n=31$), par ailleurs l'analyse du corrélogramme des résidus nous révèle que nous sommes en présence d'un bruit-blanc, ces résidus ne sont donc pas auto corrélés ce qui implique qu'ils sont indépendants.

Chapitre III : analyse empirique de l'effet des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie et en Maroc

Date: 05/24/17 Time: 20:56						
Sample: 1985 2015						
Included observations: 31						
Autocorrelation	Partial Correlation		AC	PAC	Q-Stat	Prob
. ***	. ***	1	0.457	0.457	7.1204	0.008
. **	. .	2	0.257	0.061	9.4511	0.009
. *	. .	3	0.128	-0.012	10.053	0.018
. *	. *	4	0.165	0.125	11.084	0.026
. *	. .	5	0.102	-0.022	11.490	0.042
. *	. .	6	0.081	0.015	11.759	0.068
. .	. .	7	0.027	-0.026	11.789	0.108
. *	. *	8	0.134	0.143	12.589	0.127
. .	. ** .	9	-0.046	-0.205	12.688	0.177
. * .	. * .	10	-0.139	-0.119	13.623	0.191
. ** .	. * .	11	-0.250	-0.148	16.812	0.114
. .	. *	12	-0.041	0.176	16.902	0.153
. * .	. * .	13	-0.073	-0.076	17.201	0.190
. .	. .	14	-0.052	0.007	17.363	0.237
. * .	. .	15	-0.071	0.029	17.683	0.280
. .	. * .	16	-0.050	-0.059	17.856	0.332

Source : Etabli par nous même à l'aide du logiciel Eviews 4.0

- *test de la stabilité de la variance des résidus (Hétéroscédasticité des résidus)*

White Heteroskedasticity Test:			
F-statistic	0.767257	Probability	0.473800
Obs*R-squared	1.610656	Probability	0.446941

Source : Etabli par nous même à l'aide du logiciel Eviews 4.0

D'après les résultats du test, la probabilité de commettre une erreur est égale à 44.6941% supérieur à 5%, nous acceptons alors l'hypothèse d'homoscédasticité ce implique une stabilité de la variance des résidus, ce qui nous permet que les estimations obtenues sont optimales.

- *validation du modèle*

Les résultats des deux tests précédents (l'indépendance des résidus et l'hétéroscédasticité) indiquent que les conditions de l'analyse par la régression sont réunies ce qui nous permet de passer à l'étude des résultats du tableau (13).

Le tableau (13) indique un coefficient de détermination intéressant d'une valeur de 65.94% ce qui signifie que les fluctuations de PIB sont expliquées par celles des variables de l'étude à un taux de 65%. La statistique de Fisher $F_c = 56.03$ ($F_c = (0.65/1)/(1-0.65/31-1)$) est inférieure à la valeur tabulée $F^5_{(1,30)} = 250.1$, ce qui nous permet de conclure que modèle estimé est globalement significatif, un résultat confirmé par la statistiques de

Chapitre III : analyse empirique de l'effet des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie et en Maroc

Student est supérieur à la valeur tabulée $T^{0.25}_{n-k}$ (1.96) lue sur la table de Student au risque de 5%, indiquant que les variables de cette étude sont toutes statistiquement significatives.

Après avoir vérifié la validité des hypothèses liées à la régression linéaire, voici résumés les différents résultats du modèle linéaire obtenus précédemment :

1
LPIB = 0.743434*LDP + 5.862934 Ecart type (0.099212) t-statistique (7.493387) Fisher $F_c = 0.5603$ R^2 ajusté=0.659428

interprétation :

D'après les paramètres correspondants à chacune de deux variables on voit que les variations de PIB suivent dans le même sens de DP, ou une variation de 1% des dépenses permet une augmentation de 74% du PIB.

Après l'analyse des graphs des séries LPIB et LDP, nous constatons que ces séries sont non stationnaire, pour cela on doit stationnariser ces séries :

3. *etude de la stationnarité des séries*

application de test de Dickey-Fuller

Tableau N°14 : résultats des critères d'AKAIKE et SCHWARZ de la série PIB et DP.

		0	1	2	3	4
LPIB	AIC	-2.19	-2.20	-2.24	-2.27	-2.15
	SC	-2.05	-2.01	-1.89	-1.74	-1.81
LDP	AIC	0.89	0.98	1.08	1.19	1.16
	SC	1.03	1.17	1.31	1.48	1.40

Source : Etabli par nous même à l'aide du logiciel Eviews 4.0.

A partir de tableau on remarque que le nombre de retard optimal pour le critère AKAIKE est (P=3), et pour le critère SCHWARZ (P=3), donc pour la série LPIB on utilise le test (DF) pour P=3, et pour LDP le critère AKAIKE est (P=3), et pour le critère SCHWARZ (P=3), donc pour la série LDP on utilise le test (DF) pour P=3. Les résultats sont indiqués dans le tableau suivant :

Chapitre III : analyse empirique de l'effet des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie et en Maroc

Tableau N°15: la signification de la tendance⁴⁵

	LPIB	LDP
Valeur calculée	1.78	0.60
Valeur tabulée de student au seuil de 5%	2.79	2.79

Source : Etabli par nous même à l'aide du logiciel Eviews 4.0

- test de la tendance :

$H_0 : B = 0$ si $|T_{cal}| < |T_{tab}|$ (tendance non significative)

$H_1 : B \neq 0$ si $|T_{cal}| > |T_{tab}|$ (tendance significative)

Dans le tableau présenter ci-dessus, on constate que les variable (LPIB, LDP) leur coefficient de tendance n'est pas significative différent de zéro puisque la statistique associée (1.78, 0.60) est inferieure aux valeurs théorique (2.79) au seuil 5%. Ce qui confirme la présence d'un processus DS.

On passe maintenant à l'estimation du Modèle 2

Tableau N°16 : test de la signification de la constante⁴⁶

	LPIB	LDP
Valeur calculée	0.78	1.77
Valeur tabulée de student au seuil de 5%	2.54	2.54

Source : Etabli par nous même à l'aide du logiciel Eviews 4.0

- test de signification de la constante au seuil 5%

$H_0 : c = 0$ si $|T_{cal}| < |T_{tab}|$ (la constante n'est pas significative)

$H_1 : c \neq 0$ si $|T_{cal}| > |T_{tab}|$ (la constante significative)

- Pour les séries LPIB, LDP on remarque que : $|T_{cal}| < |T_{tab}|$ on accepte H_0 , donc les constantes chroniques ne sont pas significatives.

On passe à l'estimation du Modèle 1

Tableau N°17 : Application du test de racine unitaire d'ADF⁴⁷

Modèle 1		LPIB	LDP
En niveau	Statistique ADF	1.83	0.82
	Les valeurs critiques	-1.95	-1.95

Source : Etabli par nous même à l'aide du logiciel Eviews 4.0

⁴⁵ Voir l'annexe11.12.

⁴⁶ Voir l'annexe11.12

⁴⁷ Voir l'annexe11.12.

Chapitre III : analyse empirique de l'effet des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie et en Maroc

- test racine unitaire pour M1

$H_0 : \phi=1$ si $ADF_{cal} > ADF_{tab}$ la série est non stationnaire (existence de racine unitaire)

$H_1 : \phi < 1$ si $ADF_{cal} < ADF_{tab}$ la série est stationnaire

Les résultats obtenus à partir de tableau ci-dessus, marquent que les statistiques ADF en niveau sont inférieure aux valeurs critiques au seuil de 5%, cela implique l'absence des racines unitaires. Donc elles sont stationnaires en niveau. Et cela se vérifie à l'aide des corrélogramme suivant :

Figure N°9 : corrélogramme de la série LPIB

Date: 05/25/17 Time: 15:07						
Sample: 1985 2015						
Included observations: 30						
Autocorrelation	Partial Correlation		AC	PAC	Q-Stat	Prob
. * .	. * .	1	0.145	0.145	0.6998	0.403
. * .	. * .	2	0.090	0.071	0.9787	0.613
. .	. * .	3	-0.040	-0.064	1.0363	0.792
. * .	. * .	4	0.148	0.161	1.8493	0.763
. .	. * .	5	-0.030	-0.069	1.8836	0.865
. ** .	. ** .	6	-0.197	-0.223	3.4382	0.752
. ** .	. ** .	7	-0.291	-0.225	6.9701	0.432
. .	. * .	8	0.041	0.131	7.0451	0.532
. * .	. * .	9	-0.104	-0.106	7.5424	0.581
. * .	. * .	10	-0.093	-0.064	7.9538	0.633
. *** .	. ** .	11	-0.333	-0.261	13.556	0.259
. .	. .	12	-0.037	-0.048	13.629	0.325
. .	. .	13	0.007	-0.021	13.631	0.400
. * .	. ** .	14	-0.144	-0.244	14.867	0.387
. * .	. ** .	15	0.101	0.275	15.523	0.414
. * .	. .	16	0.117	0.018	16.469	0.421

Source : Etabli par nous même à l'aide du logiciel Eviews 4.0

D'après la visualisation du corrélogramme de la série LPIB, on remarque que la série est stationnaire au niveau.

Pour la série LDP, on remarque que la série est stationnaire au niveau d'après son corrélogramme, voir l'annexe n°14

4. estimation de modèle VAR :

- *test de causalité de Granger* ⁴⁸

Pour illustrer la notion de causalité au sens de Granger, qui nous donne la relation de causalité entre deux variables, on procède par la proposition de l'hypothèse suivante :

⁴⁸ Voir l'annexe14.

Chapitre III : analyse empirique de l'effet des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie et en Maroc

H_0 : Y_2 ne cause pas au sens de Granger Y_1

H_1 : Y_2 cause au sens de Granger Y_1

Tableau N°18: La causalité au sens de Granger entre les variables

Les hypothèses	ProbT _{cal}	T _{tab} (5%)
LDP ne cause pas LPIB	0.52	0.05
LPIB ne cause pas LDP	0.54	

Source : Etabli par nous même à l'aide du logiciel Eviews 4.0.

Les résultats de test indiquent qu'il y'a pas de relation de causalité entre les dépenses publiques et le PIB, car $T_{cal} = 0.52 > T_{tab} = 0.05$, alors en accepte H_1 . Cependant le PIB ne cause pas au sens de Granger DP, puisque $T_{cal} = 0.54 > T_{tab} = 0.05$.

• estimation du modèle VAR⁴⁹

L'équation obtenue de l'estimation du modèle VAR peuvent être résumées sous la forme suivante :

$$\begin{aligned} \text{LPIB} = & 0.9665557723 * \text{LPIB}(-1) - 0.1141007876 * \text{LPIB}(-2) + 0.01506723746 * \text{LPIB}(-3) - \\ & 0.001122398542 * \text{LPIB}(-4) + 0.05466696029 * \text{LDP}(-1) + 0.05878358496 * \text{LDP}(-2) - \\ & 0.01315335424 * \text{LDP}(-3) + 0.01300673752 * \text{LDP}(-4) + 0.4784493041 \end{aligned}$$

$$\begin{aligned} \text{LDP} = & 0.04562008146 * \text{LPIB}(-1) - 0.5514642633 * \text{LPIB}(-2) + 2.070833448 * \text{LPIB}(-3) - \\ & 1.686346945 * \text{LPIB}(-4) + 0.3764400295 * \text{LDP}(-1) + 0.2064060257 * \text{LDP}(-2) + 0.03561659717 * \text{LDP}(-3) \\ & + 0.254346983 * \text{LDP}(-4) + 6.187399546 \end{aligned}$$

Dans notre estimation c'est bien l'équation du PIB qui nous intéresse le plus, car notre objectif essentiel est d'interpréter les facteurs affectant cette variable afin d'expliquer son évolution. L'observation des résultats d'estimation VAR montre que les coefficients de l'équation PIB est non significatifs, car les valeurs de la statistique (t-statistique de Student) sont < à 1.96 (la valeur tabulée de Student) et le coefficient de détermination R^2 de l'équation du LPIB est de à 97% donc la qualité d'ajustement est bonne

• validation de modèle VAR⁵⁰

La validation de notre modèle se fera par l'analyse des tests d'auto corrélation des erreurs et le test d'hétéroscédasticité.

⁴⁹ Voir l'annexe15.16.

⁵⁰ Voir l'annexe17.18.

Chapitre III : analyse empirique de l'effet des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie et en Maroc

test d'auto corrélation des erreurs

TableauN°19 : Test d'auto corrélation des erreurs

Sample	1985-2015	
Included observation	27	
Logs	LM-stat	Prob
3	8.48	0.07

Source : Etabli par nous même à l'aide du logiciel Eviews 4.0.

D'après le tableau suivant, pour le nombre de retard de 3, la probabilité LM-stat est égal à $0.07 > 0.05$, ces résidus ne sont pas donc auto corrélés. L'hypothèse d'autocorrélation des résidus est vérifiée.

test d'hétéroscédasticité

TableauN°20 : Test d'hétéroscédasticité

Sample	1985-2015	
Included observation	27	
Chi-ps	DF	Prob
41.51	48	0.73

Source : Etabli par nous même à l'aide du logiciel Eviews 4.0.

On constate que la valeur de la probabilité est égale à $0.73 > 0.05$, donc il y a une absence d'hétéroscédasticité, les résidus sont homoscedastiques.

- **décomposition de la variance⁵¹**

Selon l'annexe N°19, les résultats relatifs à l'étude de la décomposition de la variance indiquent qu'à la première année, la variance de l'erreur de prévision du LPIB, est due à 100% à ses propres innovations et l'innovation de variable explicative n'a aucun effet au cours de la première année.

De la deuxième jusqu'à la dernière année, la variation de l'erreur de prévision est due d'une grande part de l'innovation du LPIB d'une manière décroissant au fil du temps

⁵¹ Voir l'annexe19.

Chapitre III : analyse empirique de l'effet des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie et en Maroc

pour atteindre une influence de 97.32 % au bout de la deuxième période, l'incidence des innovations de LDP est croissante est atteindre de taux de 42.30% au bout de la dernière année de prévision.

- ***cercle de racine unitaire***⁵²

La construction du cercle unitaire montre que tous les points se trouvent à l'intérieur du cercle, ce qui signifie bien que le modèle est stationnaire (modèle en général) et que le modèle VAR est validé.

conclusion

L'étude empirique de l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie et Maroc sur la période 1980-2015, nous avons souligné d'après les tests de la stationnarité que les séries sont stationnaires au niveau pour les deux variables des deux pays.

Par ailleurs, nous avons d'après le modèle de régression linéaire, que LPIB dépend positivement de LDP pour les deux pays, en revanche le modèle de régression multiple est non significatif pour l'Algérie est inversement au Maroc.

Les résultats d'estimation du modèle VAR montrent que tous les coefficients sont non significatifs, le LPIBR dépend positivement de son passé, donc ce dernier va évoluer avec une tendance à la hausse, le LPIB dépend positivement de toute ces variables exogènes pour le Maroc, en contrairement en Algérie LPIB dépend négativement de ces variables exogènes.

Quand au sens de la causalité, les résultats des tests indiquent qu'il n'y'a pas de causalité entre le LPIB et LDP dans le cas de l'Algérie et le Maroc.

L'information concernant l'évolution du LPIB suite à un choc des variables explicatives du modèle indique qu'à la première année la variance de l'erreur de prévision du LPIB, est due à 100% à ses propres innovations et les innovations des variables explicatives n'ont aucun effet au cours de la première année. De la deuxième jusqu'à la dernier année, la variance de l'erreur de prévision est due d'une grande part de l'innovation du LPIB d'une manière décroissance au fils du temps, L'incidence des innovations de LDP est croissante pour les deux pays.

Par la suite, la construction du cercle unitaire montre que tous les points se trouvent à l'intérieur du cercle, ce qui signifie bien que le modèle est stationnaire (modèle en général) et que le modèle VAR est validé pour les deux pays.

⁵² Voir l'annexe20.

Conclusion générale

Conclusion générale

L'objet de notre travail consiste à examiner la relation entre les dépenses publiques et la croissance économique. Pour se faire, nous avons adopté une démarche qui s'est appuyée sur une approche à la fois théorique et empirique.

L'objectif de ce travail était de proposer une analyse empirique qui tente d'évaluer l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie et Maroc.

Depuis l'indépendance, la stratégie de développement en Algérie s'est basée sur les dépenses publiques, soit à travers la mise en place d'une structure industrielle constituée principalement d'entreprises publiques dans le cadre de l'industrie industrialisant, ou l'adoption de programme de relance économiques et cela à travers l'exploitation de l'aisance financière que les pays a connue durant ces dernières années pour développer les capacités de construction du pays et de renforcer le stock du capital d'infrastructure manquant.

Le Maroc a arrêté, depuis son indépendance, des objectifs visant à la réalisation d'une croissance économique suffisante et soutenue en vue d'améliorer le niveau de vie de la population. C'est ce qui ressort de la plupart des plans de développement économique et social établis depuis 1960.

Pour mieux rapprocher l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie et Maroc, nous avons testé de mesurer le lien empirique entre ces deux grandeurs par l'économétrie linéaire pour la période 1985-2015.

Après les résultats obtenus, nous constatons l'absence de relation entre la croissance économique et les dépenses publiques, et ces derniers n'a aucun influence sur la croissance en Algérie et Maroc.

D'après la composition de la variance en n'a remarquée que les dépenses publiques du Maroc sont productives car elles sont investies dans différents domaine. En Algérie, l'évolution des dépenses ne dépassent pas un taux de 1%, cela dû qu'elles sont improductives, ce qui imposent une politique d'austérité afin de sortir de la crise.

Les ouvrages :

- ADAM François, FERRAND Olivier et ROUX Remy, « finance publique », édition Dalloz2003.
- WACQEZ Bernard, « la dépense publique », édition institut de l'entreprise, Paris, 2002.
- PERROUX François, les théories de la croissance, Paris, (1990).
- Simon KUZNETS, « Economic Growth and Structure », New York, Norton, 1965, (Traduction française: Croissance et structure économique, Paris, Calmann-Lévy, 1971.
- MULLER Jacque, Manuel et application Economie, DUNOD, 2001.
- Eric BOSSERELLE, « Croissance et fluctuations », Sirey, 1997.
- Dominique G, Pierre R, « nouvelles théories de la croissance »,5éme édition la découverte, 2003.
- DOUAD.F. et ELMOUBAREK.M, « la contribution des finances publiques dans le développement de l'économie algérienne », (2014).

Mémoires et thèses :

- ZEHNATI Nadia, BOUBACHE Tahar, «l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie : étude de la période 1980-2013 », université de Bejaia, 2016.
- BOUCEBSSI Yacine, BERREHRAH Elhadi, « Impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie : étude économétrique sur la période 1980-2013 », de l'université de Bejaia, 2015.
- Riadh BENJELILI, « dépenses publiques, et croissance économiques-une étude économétrique sur série temporelles pour la Tunisie », Thèse de doctorat en science économique, université de Tunis, juin2000.
- Jones C.I, « théorie de la croissance endogène »,De Boeck Université,2000.
- MEHABIL Fatma-Zohra, MOUHOUBI Meriem, « Le système financier et croissance économique : Approche comparative entre l'Algérie et le Maroc », université de Bejaia, 2016.
- BELKACEM Mohamed, DJEDDIS Nacer, «l'impact des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie étude économétrique sur la période (1985-2012) », université de Bejaia, 2014.

Articles et documents :

- DIEMER Arnaud, « ECONOMIE GENERALE : la croissance économique » partie II, chapitre 4.
- Banque africaine de développement, « Maroc : DOCUMENT DE STRATEGIE PAYS 2012-2016 ».
- Rapport annuel de la Banque d'Algérie « finance public, chapitre IV, V», 2000-2015.
- Ministère des finances « plan de *relance économique* », 2001-2004.

Site web

<http://ww.banquemondiale.org>.

Banque d'Algérie, site (www.bank-of-algeria.dz).

Dictionnaire de définition de l'INSEE, www.linternaute.com/dictionnaire/fr/definition/insee.

Annexes

Algérie

Annexe n°1 : LPIB

Modèle 3

ADF Test Statistic	-2.211477	1% Critical Value*	-4.3226	
		5% Critical Value	-3.5796	
		10% Critical Value	-3.2239	
*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(LPIB)				
Method: Least Squares				
Date: 05/29/17 Time: 02:13				
Sample(adjusted): 1988 2015				
Included observations: 28 after adjusting endpoints				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB(-1)	-0.196824	0.089001	-2.211477	0.0372
D(LPIB(-1))	-0.027736	0.219600	-0.126304	0.9006
D(LPIB(-2))	-0.026960	0.218828	-0.123200	0.9030
C	4.709336	2.149200	2.191204	0.0388
@TREND(1985)	0.016083	0.006333	2.539404	0.0183
R-squared	0.223832	Meandependent var	0.032277	
Adjusted R-squared	0.088847	S.D. dependent var	0.143849	
S.E. of regression	0.137310	Akaike info criterion	-	
			0.972721	
Sumsquaredresid	0.433642	Schwarz criterion	-	
			0.734827	
Log likelihood	18.61810	F-statistic	1.658195	
Durbin-Watson stat	1.772504	Prob(F-statistic)	0.193933	

Modèle 2

ADF Test Statistic	-0.265715	1% Critical Value*	-3.6852	
		5% Critical Value	-2.9705	
		10% Critical Value	-2.6242	
*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(LPIB)				
Method: Least Squares				
Date: 05/29/17 Time: 02:16				
Sample(adjusted): 1988 2015				
Included observations: 28 after adjusting endpoints				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB(-1)	-0.015663	0.058947	-0.265715	0.7927
D(LPIB(-1))	0.078235	0.238821	0.327589	0.7461
D(LPIB(-2))	0.052045	0.239936	0.216912	0.8301
C	0.419618	1.471821	0.285101	0.7780
R-squared	0.006216	Meandependent var	0.032277	
Adjusted R-squared	-0.118007	S.D. dependent var	0.143849	
S.E. of regression	0.152100	Akaike info criterion	-	
			0.796999	
Sumsquaredresid	0.555223	Schwarz criterion	-	
			0.606684	
Log likelihood	15.15798	F-statistic	0.050042	
Durbin-Watson stat	1.854666	Prob(F-statistic)	0.984835	

Modèle 1

ADF Test Statistic	0.909675	1% Critical Value*	-2.6486	
		5% Critical Value	-1.9535	
		10% Critical Value	-1.6221	
*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.				
Augmented Dickey-Fuller Test Equation				
Dependent Variable: D(LPIB)				
Method: Least Squares				
Date: 05/29/17 Time: 02:20				
Sample(adjusted): 1988 2015				
Included observations: 28 after adjusting endpoints				
Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB(-1)	0.001139	0.001252	0.909675	0.3717
D(LPIB(-1))	0.053686	0.218626	0.245559	0.8080
D(LPIB(-2))	0.026352	0.218244	0.120746	0.9049
R-squared	0.002851	Meandependent var	0.032277	
Adjusted R-squared	-0.076921	S.D. dependent var	0.143849	
S.E. of regression	0.149279	Akaike info criterion	-0.865046	
Sumsquaredresid	0.557103	Schwarz criterion	-0.722310	
Log likelihood	15.11064	Durbin-Watson stat	1.815676	

Annexe n°2 : LDP

ADF Test Statistic	-6.387028	1% Critical Value*	-4.3226
		5% Critical Value	-3.5796
		10% Critical Value	-3.2239

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LDP)

Method: Least Squares

Date: 05/29/17 Time: 02:26

Sample(adjusted): 1988 2015

Included observations: 28 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LDP(-1)	-1.318233	0.206392	-6.387028	0.0000
D(LDP(-1))	0.346142	0.162128	2.134989	0.0436
D(LDP(-2))	0.297153	0.140231	2.119024	0.0451
C	34.40529	5.222161	6.588325	0.0000
@TREND(1985)	0.014950	0.038216	0.391192	0.6993
R-squared	0.687368	Meandependent var		0.266073
Adjusted R-squared	0.632997	S.D. dependent var		2.547158
S.E. of regression	1.543087	Akaike info criterion		3.865880
Sumsquaredresid	54.76572	Schwarz criterion		4.103773
Log likelihood	-49.12232	F-statistic		12.64224
Durbin-Watson stat	2.278738	Prob(F-statistic)		0.000014

Annexe N°03 : corrélogramme de la série LDP

Date: 05/25/17 Time: 15:08

Sample: 1985 2015

Included observations: 30

Autocorrelation	Partial Correlation	AC	PAC	Q-Stat	Prob	
*** .	*** .	1	-0.397	-0.397	5.2283	0.022
. .	. ** .	2	-0.015	-0.205	5.2357	0.073
. * .	. ** .	3	-0.078	-0.206	5.4493	0.142
. * .	. .	4	0.119	-0.010	5.9716	0.201
. .	. .	5	-0.049	-0.022	6.0621	0.300
. .	. .	6	0.026	0.015	6.0889	0.413
. * .	. * .	7	-0.172	-0.187	7.3301	0.395
. ** .	. * .	8	0.302	0.182	11.306	0.185
. * .	. .	9	-0.135	0.050	12.145	0.205
. .	. .	10	0.036	0.056	12.206	0.271
. ** .	. *** .	11	-0.316	-0.333	17.252	0.101
. ** .	. .	12	0.267	-0.055	21.053	0.050
. .	. .	13	0.004	0.043	21.054	0.072
. .	. .	14	-0.045	-0.036	21.177	0.097
. .	. * .	15	0.038	0.164	21.267	0.128
. .	. .	16	0.012	0.003	21.278	0.168

Annexe n°04: Test de causalité de Granger

Pairwise Granger Causality Tests

Date: 05/29/17 Time: 02:32

Sample: 1985 2015

Lags: 2

NullHypothesis:	Obs	F-Statistic	Probability
LDP does not Granger Cause LPIB	29	0.16483	0.84899
LPIB does not Granger Cause LDP		0.17710	0.83878

Annexe n°05: Estimation du modèle VAR (2)

VectorAutoregressionEstimates

Date: 05/29/17 Time: 02:37

Sample(adjusted): 1987 2015

Included observations: 29 afteradjusting

Endpoints

Standard errors in () & t-statistics in []

	LPIB	LDP
LPIB(-1)	1.054247 (0.22746) [4.63489]	1.213585 (3.01829) [0.40208]
LPIB(-2)	-0.066417 (0.24164) [-0.27486]	-0.943249 (3.20647) [-0.29417]
LDP(-1)	-0.001624 (0.01405) [-0.11563]	0.339551 (0.18639) [1.82173]
LDP(-2)	0.007461 (0.01329) [0.56137]	-0.133987 (0.17637) [-0.75969]
C	0.184705 (1.36820) [0.13500]	14.03783 (18.1555) [0.77320]
R-squared	0.941824	0.133975
Adj. R-squared	0.932128	-0.010362
Sum sq. resids	0.548838	96.64105
S.E. equation	0.151223	2.006666
F-statistic	97.13585	0.928209
Log likelihood	16.37587	-58.60298
Akaike AIC	-0.784542	4.386412
Schwarz SC	-0.548802	4.622153
Meandependent	25.12373	26.22511
S.D. dependent	0.580460	1.996350
DeterminantResidual Covariance		0.088887
Log Likelihood (d.f. adjusted)		-47.20279
Akaike Information Criteria		3.945020
Schwarz Criteria		4.416501

Annexe n° 06: Estimation VAR (Equation)

Estimation Proc:

=====
LS 1 2 LPIB LDP @ C

VAR Model:

=====
 $LPIB = C(1,1)*LPIB(-1) + C(1,2)*LPIB(-2) + C(1,3)*LDP(-1) + C(1,4)*LDP(-2) + C(1,5)$

$LDP = C(2,1)*LPIB(-1) + C(2,2)*LPIB(-2) + C(2,3)*LDP(-1) + C(2,4)*LDP(-2) + C(2,5)$

VAR Model - Substituted Coefficients:

=====
 $LPIB = 1.054246607*LPIB(-1) - 0.06641710929*LPIB(-2) - 0.001624144018*LDP(-1) + 0.007461396647*LDP(-2) + 0.1847046209$

$LDP = 1.213584565*LPIB(-1) - 0.9432485889*LPIB(-2) + 0.3395510598*LDP(-1) - 0.1339869931*LDP(-2) + 14.03783361$

Annexe n°07 : Test d'auto corrélation des erreurs

VAR Residual Serial Correlation LM

Tests

H0: no serial correlation at lag order h

Date: 05/29/17 Time: 02:39

Sample: 1985 2015

Included observations: 29

Lags	LM-Stat	Prob
1	15.17076	0.0044
2	4.137301	0.3877
3	8.685765	0.0695
4	2.242555	0.6912
5	6.540509	0.1623
6	3.544505	0.4711
7	0.640342	0.9585
8	0.393686	0.9830
9	3.316263	0.5064
10	1.364443	0.8504
11	0.797431	0.9388
12	2.602765	0.6263

Probs from chi-square with 4 df.

Annexe n°08 : Test d'hétéroscédasticité

VAR Residual Heteroskedasticity Tests: Includes Cross Terms

Date: 05/29/17 Time: 02:40

Sample: 1985 2015

Included observations: 29

Joint test:

Chi-sq	df	Prob.
51.36640	42	0.1524

Individual components:

Dependent	R-squared	F(14,14)	Prob.	Chi-sq(14)	Prob.
res1*res1	0.583478	1.400831	0.2683	16.92085	0.2604
res2*res2	0.824558	4.699884	0.0033	23.91218	0.0470
res2*res1	0.453464	0.829706	0.6341	13.15046	0.5147

Annexe n° 09: Décomposition de la variance

Variance Decomposition of
LPIB:

Period	S.E.	LPIB	LDP
1	0.151223	100.0000	0.000000
2	0.220202	99.97885	0.021145
3	0.269934	99.84181	0.158186
4	0.311109	99.61387	0.386130
5	0.346902	99.47384	0.526158
6	0.378705	99.39570	0.604296
7	0.407412	99.34389	0.656106
8	0.433652	99.30481	0.695191
9	0.457867	99.27408	0.725917
10	0.480376	99.24952	0.750480

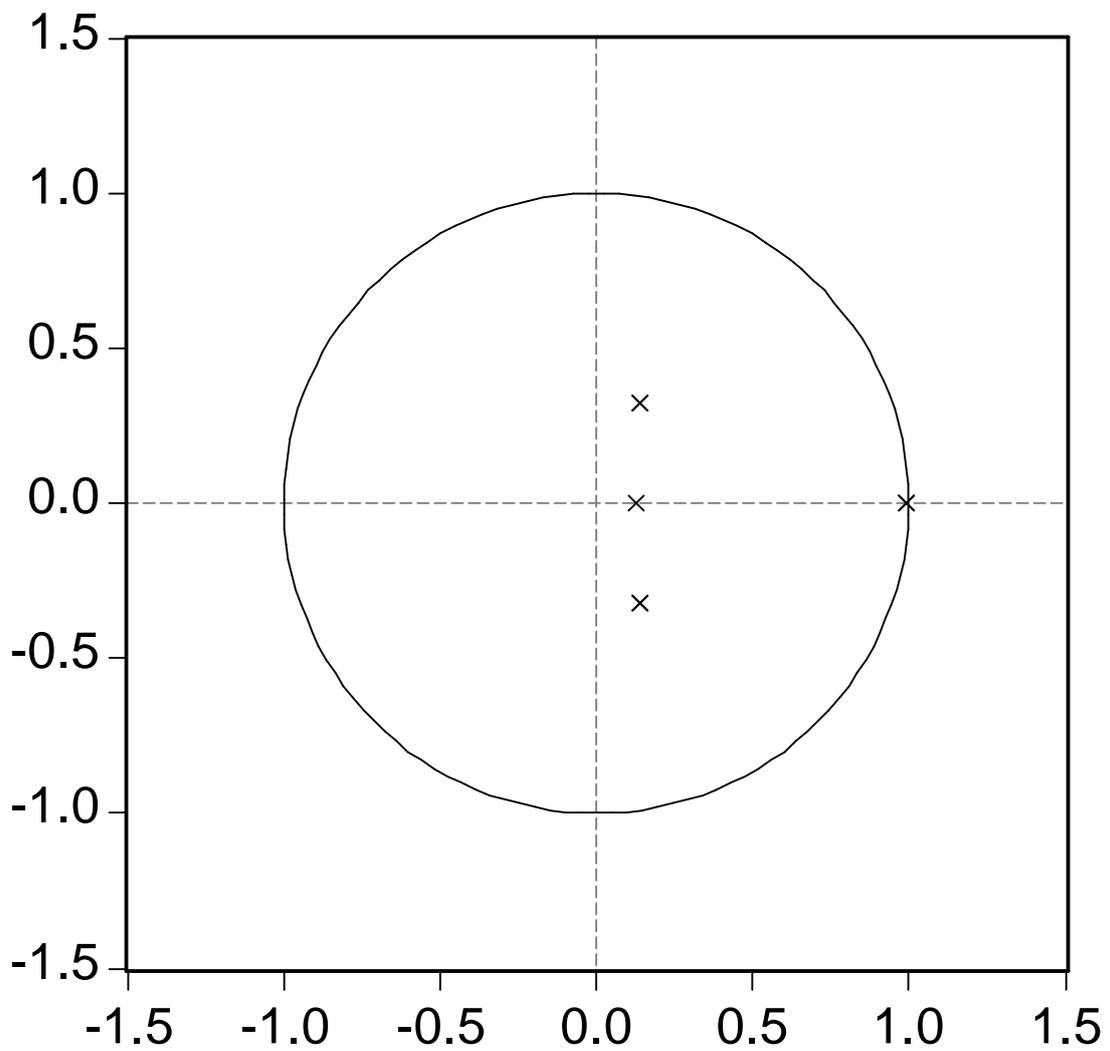
Variance Decomposition of
LDP:

Period	S.E.	LPIB	LDP
1	2.006666	3.471721	96.52828
2	2.116141	3.193260	96.80674
3	2.119982	3.506804	96.49320
4	2.123017	3.610451	96.38955
5	2.123607	3.659227	96.34077
6	2.124151	3.705831	96.29417
7	2.124734	3.756829	96.24317
8	2.125310	3.808372	96.19163
9	2.125869	3.858514	96.14149
10	2.126414	3.907245	96.09276

CholeskyOrdering: LPIB LDP

Annexe n°10: Cercle de racine unitaire

Inverse Roots of AR Characteristic Polynomial



Maroc

Modèle 3

Annexe n°11 : LPIB

Modèle 2

ADF Test Statistic	-1.898298	1% Critical Value*	-4.3382
		5% Critical Value	-3.5867
		10% Critical Value	-3.2279

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LPIB)

Method: Least Squares

Date: 05/29/17 Time: 02:46

Sample(adjusted): 1989 2015

Included observations: 27 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB(-1)	-0.316432	0.166692	-1.898298	0.0715
D(LPIB(-1))	0.229995	0.217219	1.058818	0.3017
D(LPIB(-2))	0.134251	0.221619	0.605774	0.5512
D(LPIB(-3))	0.078202	0.204233	0.382905	0.7056
C	7.523821	3.930802	1.914068	0.0693
@TREND(1985)	0.017937	0.010068	1.781548	0.0893

R-squared	0.162702	Meandependent var	0.050533
Adjusted R-squared	-0.036655	S.D. dependent var	0.078022
S.E. of regression	0.079439	Akaike info criterion	-2.034529
Sumsquaredresid	0.132521	Schwarz criterion	-1.746566
Log likelihood	33.46615	F-statistic	0.816135
Durbin-Watson stat	1.880960	Prob(F-statistic)	0.551637

ADF Test Statistic	-0.729179	1% Critical Value*	-3.6959
		5% Critical Value	-2.9750
		10% Critical Value	-2.6265

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LPIB)

Method: Least Squares

Date: 05/29/17 Time: 02:47

Sample(adjusted): 1989 2015

Included observations: 27 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB(-1)	-0.025442	0.034891	-0.729179	0.4736
D(LPIB(-1))	0.119011	0.218133	0.545586	0.5908
D(LPIB(-2))	-0.002998	0.217823	-0.013762	0.9891
D(LPIB(-3))	-0.064370	0.196966	-0.326808	0.7469
C	0.675687	0.861509	0.784306	0.4412

R-squared	0.036154	Meandependent var	0.050533
Adjusted R-squared	-0.139091	S.D. dependent var	0.078022
S.E. of regression	0.083271	Akaike info criterion	-1.967852
Sumsquaredresid	0.152550	Schwarz criterion	-1.727882
Log likelihood	31.56600	F-statistic	0.206305
Durbin-Watson stat	1.804358	Prob(F-statistic)	0.932173

Modèle 2

ADF Test Statistic	1.835963	1% Critical Value*	-2.6522
		5% Critical Value	-1.9540
		10% Critical Value	-1.6223

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LPIB)

Method: Least Squares

Date: 05/29/17 Time: 02:52

Sample(adjusted): 1989 2015

Included observations: 27 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LPIB(-1)	0.001911	0.001041	1.835963	0.0793
D(LPIB(-1))	0.112845	0.216160	0.522045	0.6066
D(LPIB(-2))	-0.009601	0.215831	-0.044485	0.9649
D(LPIB(-3))	-0.043161	0.193462	-0.223100	0.8254

R-squared	0.009204	Meandependent var	0.050533
Adjusted R-squared	-0.120030	S.D. dependent var	0.078022
S.E. of regression	0.082572	Akaike info criterion	-2.014349
Sumsquaredresid	0.156816	Schwarz criterion	-1.822373
Log likelihood	31.19371	Durbin-Watson stat	1.805034

Annexe n°12 : LDP

ADF Test Statistic	-0.999637	1% Critical Value*	-4.3552
		5% Critical Value	-3.5943
		10% Critical Value	-3.2321

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LDP)

Method: Least Squares

Date: 05/29/17 Time: 02:54

Sample(adjusted): 1990 2015

Included observations: 26 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LDP(-1)	-0.717500	0.717761	-0.999637	0.3300
D(LDP(-1))	0.003655	0.673395	0.005428	0.9957
D(LDP(-2))	0.080511	0.584254	0.137801	0.8918
D(LDP(-3))	0.053164	0.474243	0.112102	0.9119
D(LDP(-4))	0.087991	0.317511	0.277128	0.7847
C	17.66061	17.25269	1.023644	0.3189
@TREND(1985)	0.030326	0.049835	0.608520	0.5500

R-squared	0.346753	Meandependent var	0.032069
Adjusted R-squared	0.140465	S.D. dependent var	0.450214
S.E. of regression	0.417398	Akaike info criterion	1.315252
Sumsquaredresid	3.310206	Schwarz criterion	1.653971
Log likelihood	-10.09828	F-statistic	1.680916
Durbin-Watson stat	1.967230	Prob(F-statistic)	0.180174

ADF Test Statistic	-1.757458	1% Critical Value*	-3.7076
		5% Critical Value	-2.9798
		10% Critical Value	-2.6290

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LDP)

Method: Least Squares

Date: 05/29/17 Time: 02:56

Sample(adjusted): 1990 2015

Included observations: 26 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LDP(-1)	-0.293074	0.166760	-1.757458	0.0941
D(LDP(-1))	-0.380880	0.228985	-1.663339	0.1118
D(LDP(-2))	-0.242759	0.239324	-1.014352	0.3225
D(LDP(-3))	-0.193799	0.241463	-0.802602	0.4316
D(LDP(-4))	-0.030267	0.247105	-0.122488	0.9037
C	7.491132	4.218042	1.775974	0.0910

R-squared	0.334022	Meandependent var	0.032069
Adjusted R-squared	0.167528	S.D. dependent var	0.450214
S.E. of regression	0.410775	Akaike info criterion	1.257631
Sumsquaredresid	3.374719	Schwarz criterion	1.547961
Log likelihood	-10.34920	F-statistic	2.006206
Durbin-Watson stat	1.984955	Prob(F-statistic)	0.121532

ADF Test Statistic	0.820944	1% Critical Value*	-2.6560
		5% Critical Value	-1.9546
		10% Critical Value	-1.6226

*MacKinnon critical values for rejection of hypothesis of a unit root.

Augmented Dickey-Fuller Test Equation

Dependent Variable: D(LDP)

Method: Least Squares

Date: 05/29/17 Time: 02:58

Sample(adjusted): 1990 2015

Included observations: 26 after adjusting endpoints

Variable	Coefficient	Std. Error	t-Statistic	Prob.
LDP(-1)	0.003022	0.003681	0.820944	0.4209
D(LDP(-1))	-0.533387	0.222895	-2.392992	0.0261
D(LDP(-2))	-0.316665	0.247471	-1.279606	0.2146
D(LDP(-3))	-0.224626	0.252889	-0.888239	0.3845
D(LDP(-4))	-0.033339	0.259462	-0.128493	0.8990

R-squared	0.228995	Meandependent var	0.032069
Adjusted R-squared	0.082137	S.D. dependent var	0.450214
S.E. of regression	0.431328	Akaike info criterion	1.327147
Sumsquaredresid	3.906926	Schwarz criterion	1.569088
Log likelihood	-12.25291	Durbin-Watson stat	1.975688

Annexe N°13 : corrélogramme de la série LDP

Date: 05/25/17 Time: 15:08

Sample: 1985 2015

Included observations: 30

Autocorrelation	Partial Correlation	AC	PAC	Q-Stat	Prob	
*** .	*** .	1	-0.397	-0.397	5.2283	0.022
. .	. ** .	2	-0.015	-0.205	5.2357	0.073
. * .	. ** .	3	-0.078	-0.206	5.4493	0.142
. * .	. .	4	0.119	-0.010	5.9716	0.201
. .	. .	5	-0.049	-0.022	6.0621	0.300
. .	. .	6	0.026	0.015	6.0889	0.413
. * .	. * .	7	-0.172	-0.187	7.3301	0.395
. ** .	. * .	8	0.302	0.182	11.306	0.185
. * .	. .	9	-0.135	0.050	12.145	0.205
. .	. .	10	0.036	0.056	12.206	0.271
. ** .	. *** .	11	-0.316	-0.333	17.252	0.101
. ** .	. .	12	0.267	-0.055	21.053	0.050
. .	. .	13	0.004	0.043	21.054	0.072
. .	. .	14	-0.045	-0.036	21.177	0.097
. .	. * .	15	0.038	0.164	21.267	0.128
. .	. .	16	0.012	0.003	21.278	0.168

Annexe n°14: Test de causalité de Granger

Pairwise Granger Causality Tests

Date: 05/29/17 Time: 03:00

Sample: 1985 2015

Lags: 3

NullHypothesis:	Obs	F-Statistic	Probability
LDP does not Granger Cause LPIB	27	0.83516	0.52047
LPIB does not Granger Cause LDP		0.79369	0.54455

Annexe n° 15 :Estimation du modèle VAR (3)

VectorAutoregressionEstimates
 Date: 05/29/17 Time: 03:03
 Sample(adjusted): 1989 2015
 Included observations: 27 afteradjusting
 Endpoints
 Standard errors in () & t-statistics in []

	LPIB	LDP
LPIB(-1)	0.966556 (0.24386) [3.96363]	0.045620 (1.15535) [0.03949]
LPIB(-2)	-0.114101 (0.34703) [-0.32879]	-0.551464 (1.64418) [-0.33540]
LPIB(-3)	0.015067 (0.32641) [0.04616]	2.070833 (1.54647) [1.33907]
LPIB(-4)	-0.001122 (0.20351) [-0.00552]	-1.686347 (0.96420) [-1.74895]
LDP(-1)	0.054667 (0.04793) [1.14045]	0.376440 (0.22711) [1.65755]
LDP(-2)	0.058784 (0.05127) [1.14648]	0.206406 (0.24292) [0.84968]
LDP(-3)	-0.013153 (0.05495) [-0.23935]	0.035617 (0.26036) [0.13680]
LDP(-4)	0.013007 (0.06618) [0.19654]	0.254347 (0.31354) [0.81121]
C	0.478449 (0.96945) [0.49353]	6.187400 (4.59311) [1.34710]
R-squared	0.977376	0.596470
Adj. R-squared	0.967321	0.417123
Sum sq. resids	0.128670	2.888285
S.E. equation	0.084548	0.400575
F-statistic	97.20332	3.325790
Log likelihood	33.86426	-8.136493
Akaike AIC	-1.841797	1.269370
Schwarz SC	-1.409852	1.701315
Meandependent	24.71912	25.32760
S.D. dependent	0.467703	0.524681
DeterminantResidual Covariance		0.000997
Log Likelihood (d.f. adjusted)		16.67340
Akaike Information Criteria		0.098267
Schwarz Criteria		0.962158

Annexe n° 16 : Estimation VAR (Equation)

Estimation Proc:

=====
LS 1 3 LPIB LDP @ C

VAR Model:

=====

$$\text{LPIB} = C(1,1)*\text{LPIB}(-1) + C(1,2)*\text{LPIB}(-2) + C(1,3)*\text{LPIB}(-3) + C(1,4)*\text{LPIB}(-4) + C(1,5)*\text{LDP}(-1) + C(1,6)*\text{LDP}(-2) + C(1,7)*\text{LDP}(-3) + C(1,8)*\text{LDP}(-4) + C(1,9)$$

$$\text{LDP} = C(2,1)*\text{LPIB}(-1) + C(2,2)*\text{LPIB}(-2) + C(2,3)*\text{LPIB}(-3) + C(2,4)*\text{LPIB}(-4) + C(2,5)*\text{LDP}(-1) + C(2,6)*\text{LDP}(-2) + C(2,7)*\text{LDP}(-3) + C(2,8)*\text{LDP}(-4) + C(2,9)$$

VAR Model - Substituted Coefficients:

=====

$$\text{LPIB} = 0.9665557723*\text{LPIB}(-1) - 0.1141007876*\text{LPIB}(-2) + 0.01506723746*\text{LPIB}(-3) - 0.001122398542*\text{LPIB}(-4) + 0.05466696029*\text{LDP}(-1) + 0.05878358496*\text{LDP}(-2) - 0.01315335424*\text{LDP}(-3) + 0.01300673752*\text{LDP}(-4) + 0.4784493041$$

$$\text{LDP} = 0.04562008146*\text{LPIB}(-1) - 0.5514642633*\text{LPIB}(-2) + 2.070833448*\text{LPIB}(-3) - 1.686346945*\text{LPIB}(-4) + 0.3764400295*\text{LDP}(-1) + 0.2064060257*\text{LDP}(-2) + 0.03561659717*\text{LDP}(-3) + 0.254346983*\text{LDP}(-4) + 6.187399546$$

Annexe n°17 : Test d'auto corrélation des erreurs

VAR Residual Serial Correlation LM

Tests

H0: no serial correlation at lag order h

Date: 05/29/17 Time: 03:05

Sample: 1985 2015

Included observations: 27

Lags	LM-Stat	Prob
1	6.653056	0.1554
2	2.303431	0.6801
3	8.481872	0.0754
4	13.12107	0.0107
5	4.001248	0.4058
6	1.496809	0.8272
7	4.227253	0.3761
8	2.778367	0.5956
9	4.670703	0.3228
10	7.483434	0.1124
11	4.696143	0.3199
12	3.603742	0.4623

Probs from chi-square with 4 df.

Annexe n°18: Test d'hétéroscédasticité

VAR Residual Heteroskedasticity Tests: No Cross Terms (only levels and squares)

Date: 06/01/17 Time: 00:49

Sample: 1985 2015

Included observations: 27

Joint test:

Chi-sq	df	Prob.
41.51280	48	0.7342

Individual components:

Dependent	R-squared	F(16,10)	Prob.	Chi-sq(16)	Prob.
res1*res1	0.356152	0.345727	0.9716	9.616115	0.8859
res2*res2	0.462128	0.536987	0.8710	12.47747	0.7105
res2*res1	0.499743	0.624357	0.8066	13.49306	0.6364

Annexe n°19: Décomposition de la variance

Variance Decomposition
of LPIB:

Period	S.E.	LPIB	LDP
1	0.084548	100.0000	0.000000
2	0.124903	97.32841	2.671589
3	0.160957	88.98282	11.01718
4	0.187737	83.03603	16.96397
5	0.212822	77.77741	22.22259
6	0.238628	73.54652	26.45348
7	0.264291	68.87609	31.12391
8	0.288288	64.62092	35.37908
9	0.310061	60.87925	39.12075
10	0.330229	57.69758	42.30242

Variance Decomposition
of LDP:

Period	S.E.	LPIB	LDP
1	0.400575	13.08470	86.91530
2	0.428526	13.29089	86.70911
3	0.448180	12.19433	87.80567
4	0.479916	20.46073	79.53927
5	0.519868	20.79217	79.20783
6	0.550069	20.41446	79.58554
7	0.567093	19.49238	80.50762
8	0.581061	19.43216	80.56784
9	0.595387	19.27261	80.72739
10	0.608714	18.84124	81.15876

CholeskyOrdering: LPIB
LDP

Annexe n°20 : Cercle de racine unitaire

Inverse Roots of AR Characteristic Polynomial

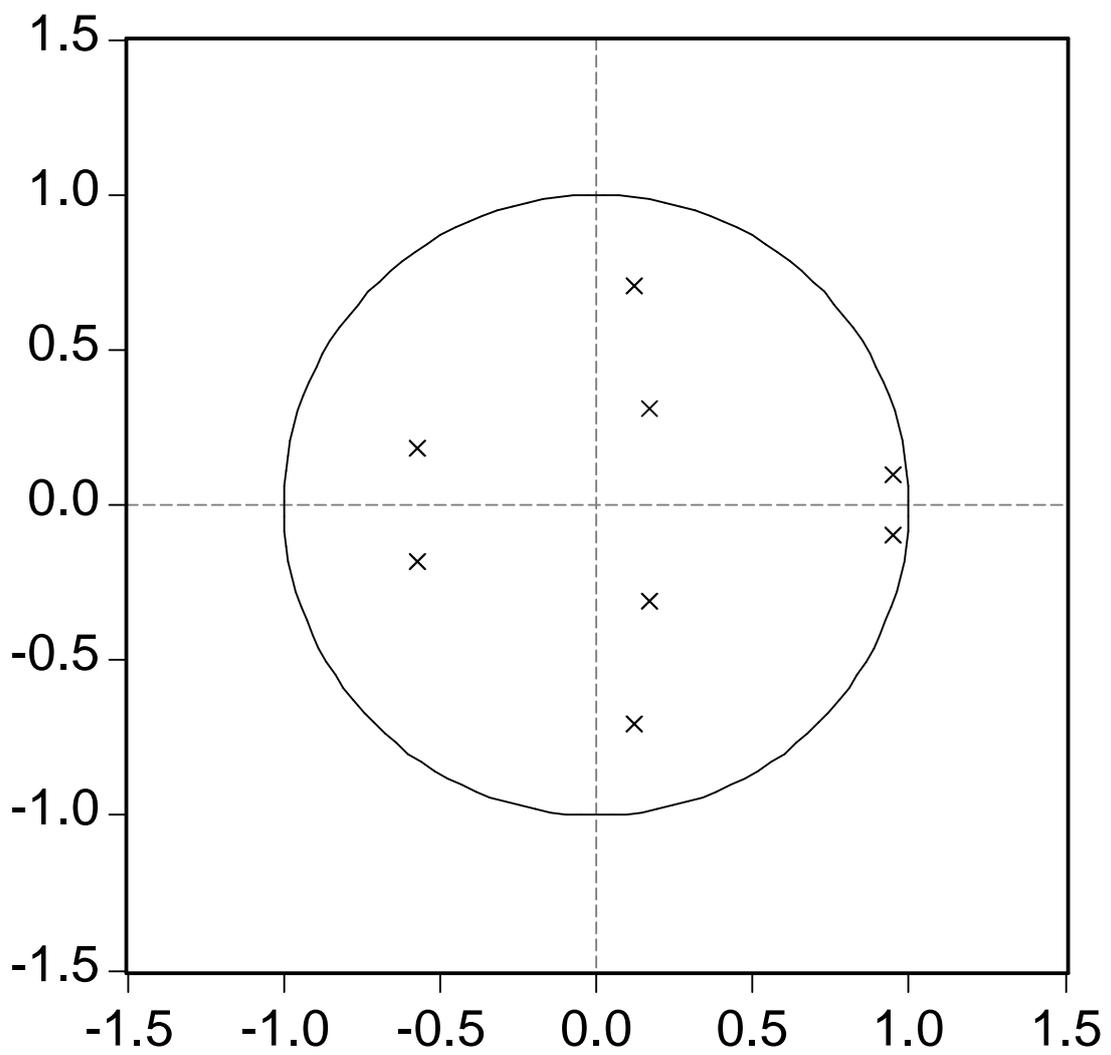


Table des matières

Remerciements

Dédicaces

Liste des abréviations

Liste des tableaux

Liste des figures

<i>Introduction générale</i>	01
Chapitre I: Les concepts fondamentaux des dépenses publiques et la croissance économique, les théories de la croissance	03
section01: Généralité sur les dépenses et la croissance	03
1. Notion de dépense publique.....	03
1.1. Les dépenses publiques.....	03
1.1.1. Définition des dépenses publiques.....	03
a. Les dépenses neutres.....	04
b. Les dépenses interventionnistes.....	04
2. Typologie des dépenses publiques.....	04
2.1. Classification économique.....	04
a) Dépenses de fonctionnement.....	04
b) Dépenses de transfert.....	05
c) Dépenses d'investissement ou dépense en capitaux.....	05
2.2. Classification fonctionnelle.....	05
2.3. Classification administrative et politique.....	05
1.4. Les objectifs de la dépense publique.....	05
2. la croissance économique.....	06
2.1. Les mesure de la croissance économique.....	07
2.1.1. Le produit intérieur brut (PIB).....	07
2.2.2. Le niveau de vie.....	08
2.2.3. Parité pouvoir d'achat (PPA).....	08
2.3. Les facteurs déterminants de la croissance économique.....	08
2.3.1. Le facteur travail.....	08
2.3.2. Le facteur capital.....	09
2.3.3. Le progrès technique.....	09
2.4. Les cycles de la croissance économique.....	10
2.4.1. La notion de cycle économique.....	10
2.4.2. Typologie des cycles.....	11
a. Les cycles courts.....	11
b. Les cycles intermédiaires.....	11
c. Les cycles longs.....	12
Section 02: les théories de la croissance économique	12
1. Les théories classiques de la croissance.....	12
1.1. Les théories de la croissance économique limitée (pessimisme).....	13
a. La division internationale d'Adam Smith (1776).....	13
b. Le principe de population de Thomas Malthus(1796).....	13

c. Les rendements décroissants de David Ricardo (1871).....	14
d. La destruction du capitalisme selon Marx (1844).....	14
1.2. Les modèles de la croissance économiques « post keynésiens ».....	14
1.2.1. Le modèle Harrod et Domar.....	14
1.3. les approfondissements optimistes de la croissance économique.....	15
1.3.1. La théorie hétérodoxe de J.Schumpeter.....	15
1.3.2. Le modèle du Kaldor (1956).....	15
2. Les théories modernes de la croissance économique.....	15
2.1. Le capital physique.....	16
2.2. La technologie.....	16
2.3. Le capital humain.....	17
Chapitre II : l'évolution de l'économie et l'analyse des dépenses publiques en Algérie et au Maroc.....	18
Section 1 : l'évolution de l'économie Algérienne et Marocaine.....	18
<i>1. L'évolution de l'économie algérienne.....</i>	<i>18</i>
<i>1.1. L'économie algérienne durant la période de l'économie planifiée.....</i>	<i>18</i>
<i>a. La période allant de 1963 à 1966 : la stratégie de l'autogestion des entreprises industrielles.....</i>	<i>18</i>
<i>b. La période allant de 1967 à 1979 : une stratégie fondée sur le développement autocentré.....</i>	<i>19</i>
<i>c. La période allant de 1980 à 1989 : la restructuration des entreprises publiques et la crise de l'économie algérienne.....</i>	<i>19</i>
<i>1.2. La période d'ajustement structural et passage à l'économie du marché (1990- 1998).....</i>	<i>20.</i>
<i>1.3. La période de stabilisation conjoncturelle et de la réalisation de l'équilibre macroéconomique (1998-2000).....</i>	<i>21</i>
<i>1.4. L'économie algérienne durant la période 2001-2013.....</i>	<i>21</i>
<i>1.4.1. Le plan de soutien à la relance économique (PSRE) 2001 /2004.....</i>	<i>21</i>
<i>1.4.2. Un plan Complémentaire de soutien à la Croissance (PCSC) 2005/2009.....</i>	<i>22</i>
<i>1.4.3. Plan d'investissement public (PIP) 2010-2014.....</i>	<i>23</i>
<i>1.5. La période allant de 2014 à 2016.....</i>	<i>24</i>
<i>2. L'évolution de l'économie marocaine</i>	<i>25</i>
<i>2.1. L'économie marocaine durant la période de l'économie planifiée.....</i>	<i>26</i>
<i>2.1.1. La période de l'indépendance à 1972 : La mise en œuvre des plans.....</i>	<i>26</i>
<i>2.1.2. période allant de 1972 et 1982 : le modèle de substitution des importations et la promotion des exportations.....</i>	<i>26</i>
<i>2.2. transition vers l'économie de marché</i>	<i>27</i>
<i>2.2.1. La période allant de 1983 à 1990 : la mise en œuvre d'un « PAS ».....</i>	<i>27</i>
<i>2.2.2. La période allant de 1990 à 1999 : la dépendance de la relance de la croissance économique des aléas climatiques.....</i>	<i>27</i>
<i>2.2.3. La période allant de 2000 à 2001 : le ralentissement de la croissance à cause de la crise financière.....</i>	<i>28</i>

2.2.4. La période allant de 2012 à 2016 : l'accélération de la croissance grâce au secteur agricole.....	29
Section 2 : Analyse de l'évolution des dépenses publiques en Algérie	30
1. L'évolution des dépenses publiques en Algérie	30
1.1. La période de 1963-1973.....	30
1.2. La période de 1974-1989.....	30
1.3. La période 1990-1999.....	30
1.4. La période 2000-2004.....	30
1.5. La période 2005-2009.....	31
1.6. La période 2011-2015.....	31
2. Évolution de la dépense publique en Maroc.....	32
2.1. La période 1985-2009.....	32
2.2. La période de 2010-2015.....	32
Chapitre III: Analyse empirique de l'effet des dépenses publiques sur la croissance économique en Algérie et en Maroc.....	33
Section 1: Analyse empirique de la relation des dépenses publiques et la croissance économique en Algérie.....	33
I. Présentation des variables.....	33
1-analyse uni-varie des variables.....	34
1.1. Analyse graphique.....	34
1.2. Estimation du modèle de régression simple.....	37
1.3. Etude de la stationnarité des séries.....	37
1.4. Estimation de modèle VAR.....	40
Section 2 : Analyse empirique de la relation des dépenses publiques et la croissance économique en Maroc.....	43
1. Analyse graphique.....	43
2. Estimation du modèle de régression simple.....	44
3. Etude de la stationnarité des séries.....	47
4. Estimation de modèle VAR.....	49
Conclusion générale.....	53
Bibliographie	
Annexes	

Base de données

OBS	Algérie		Maroc	
	PIB	DP	PIB	DP
1985	5,79E+10	6214000000	1,4991E+10	31748000000
1986	6,37E+10	558000000,3	1,9462E+10	34162000000
1987	6,67E+10	411000000,8	2,1765E+10	34573000000
1988	5,91E+10	4,34718E+11	2,5705E+10	38398000000
1989	5,56E+10	4,53022E+12	2,6314E+10	43874000000
1990	6,2E+10	5,12619E+11	3,018E+10	44233000000
1991	4,57E+10	7,04701E+11	3,2285E+10	52471000000
1992	4,8E+10	1134000001	3,3711E+10	56331000000
1993	4,99E+10	1,83039E+12	3,1655E+10	66786000000
1994	4,25E+10	1,94022E+12	3,5604E+10	72148000000
1995	4,18E+10	2,71722E+12	3,903E+10	80679000000
1996	4,69E+10	2,76023E+12	4,3161E+10	86080000000
1997	4,82E+10	78798000000	3,9148E+10	86608000000
1998	4,82E+10	80171000000	4,1806E+10	93694000000
1999	4,86E+10	87950000000	4,1632E+10	98559000000
2000	5,48E+10	1,0781E+11	3,8857E+10	30200000000
2001	5,47E+10	1,21446E+11	3,946E+10	1,19E+11
2002	5,68E+10	1,44692E+11	4,2237E+10	1,29237E+11
2003	6,79E+10	1,63362E+11	5,2064E+10	1,3177E+11
2004	8,53E+10	1,69311E+11	5,9626E+10	1,41139E+11
2005	1,03E+11	1,88255E+11	6,2343E+10	1,58214E+11
2006	1,17E+11	2,27426E+11	6,8641E+10	1,60111E+11
2007	1,35E+11	2,97347E+11	7,9042E+10	1,79462E+11
2008	1,71E+11	3,94815E+11	9,2507E+10	1,09478E+11
2009	1,37E+11	4,01862E+11	9,2897E+10	2,05207E+11
2010	1,61E+11	4,18336E+11	9,3217E+10	2,31959E+11
2011	2,00E+11	5,45274E+11	1,01E+11	2,66327E+11
2012	2,09E+11	64521000000	9,8266E+10	98300000000
2013	2,10E+11	5,58361E+11	1,07E+11	1,07E+11
2014	2,14E+11	6,50979E+11	1,10E+11	1,1E+11
2015	1,65E+11	7,06898E+11	1,01E+11	1,01E+11

Source :

- ❖ Banque mondiale.
- ❖ Rapport annuel de la banque d'Algérie.

Résumé

L'objectif de notre travail est de faire une comparaison entre deux pays l'Algérie et le Maroc sur les dépenses publiques et la croissance économique à travers une étude empirique basée sur la modélisation vectorielle à correction d'erreur. Nous avons pu identifier les différents liens existants à court et à long terme entre la croissance économique et les dépenses publiques.

Abstract

The objective of this work is to demonstrate in a comparative approach to public expenditure and economic growth between Algeria and Morocco through an empirical study based on vector modeling with error correction. We were able to identify the various short- and long-term links between economic growth and public spending.

والهدف من عملنا هو إجراء مقارنة بين البلدين الجزائر والمغرب على الإنفاق العام والنمو الاقتصادي من خلال دراسة ميدانية على أساس نموذج متجه تصحيح الخطأ. كنا قادرين على تحديد الروابط المختلفة على المدى القصير والطويل بين النمو